

n° 107  
I - 1997

focus :  
Paroles  
d'**exil**

# Réfugiés



**HCR**

Haut Commissariat  
des Nations Unies  
pour les réfugiés





## Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Case postale 2500  
1211 Genève 2 Dépôt, Suisse

Téléphone: (022) 739 - 85 02  
Télégramme: HICOMREF Genève  
Fax **Réfugiés**: (022) 739 - 73 15  
Fax siège HCR: (022) 731 - 73 77  
<http://www.unhcr.org>

**Rédacteurs** Fernando del Mundo  
Francis Kpatindé  
Judith Melby  
Corinne Perthuis  
Ray Wilkinson

**Collaborateurs** Jakub Boratynski  
Rupert Colville  
Robert Cooper  
Yusuf Hassan Abdi  
Larry Hollingworth  
Odd Iglebaek  
Arafat Jamal  
James Lattimer  
Patricia E. Morales  
Mans Nyberg  
Wendy Rappeport  
Eve Weisberg

**Maquette** Françoise Peyroux

**Recherche photos** Anneliese Hollmann  
Anne Lau-Hansen

**Secrétariat de rédaction** Virginia Zekrya

**Administration** Anne-Marie Le Galliard

**Distribution** John O'Connor  
Frédéric Tissot

**Réfugiés** est publié par le Service de l'information du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie utilisée n'implique en aucune façon une quelconque prise de position du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités. La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Tirage : 205 200 exemplaires (français, anglais, allemand, espagnol, italien, japonais, russe et arabe). Les versions française et anglaise sont imprimées en Suisse par ATAR sa, Genève.  
**ISSN 1014-0905**



## Paroles d'exil

### ● De vive voix

Les réfugiés font souvent la une de l'actualité. Mais on les entend rarement. Dans ce numéro, ils nous parlent sans détours de leur vie, de leurs craintes et de leurs espoirs ..... 3

### ● L'optimisme d'un sage

Amir Khan, instituteur, a été déplacé par la guerre civile qui ravage son pays, l'Afghanistan. Mais il sait qu'il rentrera un jour chez lui, car, dit-il, "là où le fleuve a déjà fait son lit, l'eau coulera de nouveau" ..... 4

### ● Le petit détail qui compte

Abdul Qader est particulièrement sensible aux problèmes des rapatriés afghans qu'il s'efforce d'aider. Et pour cause: il a lui aussi connu l'exil ..... 5

### ● Retour au Myanmar

250 000 musulmans réfugiés au Bangladesh rentrent au Myanmar: présentation, en images, du plus ambitieux programme de rapatriement jamais mis en œuvre en Asie ..... 6

### ● Quand pourrai-je rentrer chez moi ?

Un lama bhoutanais a suivi les gens de son village au Népal, mais son seul désir est de rentrer chez lui ..... 8

### ● La fin des illusions

Quand l'Union soviétique s'est effondrée, Alexandre et Raya Vazun ont décidé de retourner dans le pays de leurs ancêtres, la Russie. L'aventure, hélas, a tourné court ..... 9

### ● Dissonance conjugale

Mohammed Amin a lui aussi été déraciné par la débâcle soviétique. La vie est belle, dit-il. Ce n'est pas l'avis de son épouse Halima ..... 10

### ● L'appel du Tadjikistan

Les réfugiés tadjiks ont été bien traités en Afghanistan. Mais pour certains, l'appel du pays a été le plus fort ..... 10

### ● Un artiste avant tout

Un mime iraquien est prêt à exercer son art dans son nouveau pays, l'Australie ..... 12

### ● Une triste adolescence

Trois fois déplacée en Tchétchénie en l'espace de quelques mois: à seize ans, Milana découvre le sens du mot "exil" ..... 14

### ● Etrangère dans son propre pays

Olimpiada Ignatenko a voulu retourner en Russie. Elle n'y est pas la bienvenue ..... 15

### ● Le voyage de tous les dangers

Une famille iraquienne a découvert à ses dépens que fuir son pays était une aventure risquée et ruineuse ..... 16

### ● Les surprises de l'exil

Rasaratham Suresh pensait rejoindre la Suisse. Il s'est retrouvé vendeur de cigarettes en Pologne ..... 19

### ● Une lueur d'espoir

Les réfugiés serbes ont du mal à se réinstaller dans leur ancienne maison en Bosnie. Mais ils ne renoncent pas ..... 21

### ● L'absurde tragédie bosniaque

Une réfugiée tzigane qui a trouvé un asile sûr en Italie ne comprend toujours pas comment l'ex-Yougoslavie en est arrivée là ..... 22

### ● Un havre en mer Méditerranée

Malte, un pays "au grand cœur", raconte un réfugié algérien ..... 23

### ● Une leçon d'espoir

Grace Kerkula a échappé au cauchemar libérien. Aujourd'hui, elle va à l'école. Et elle veut devenir infirmière ..... 24

### ● L'Ouganda accueille des réfugiés

Ce pays d'Afrique de l'Est perpétue sa tradition d'hospitalité en accueillant des exilés soudanais ..... 25

### ● Droit au but

Le football redonne espoir à un petit groupe de réfugiés angolais en Afrique du Sud ..... 26

### ● Un Ogoni en Amérique

La difficile réinsertion professionnelle d'un universitaire nigérian aux Etats-Unis ..... 27

### ● Le combat d'une femme

Depuis qu'elle est rentrée au Guatemala, Gregoria García Sushite se bat pour que les femmes aient leur mot à dire dans la destinée du pays ..... 29

### ● Candidate au Congrès

Rosa Elia Argueta a fui le Salvador en tremblant de peur. Seize ans plus tard, elle est de retour. Et elle veut devenir députée ..... 30



Des personnes déplacées dans un centre d'accueil à Tuzla, en Bosnie.

## De vive voix

Les réfugiés et les demandeurs d'asile font presque chaque jour l'actualité de la presse écrite et télévisée. Mais en général, ce sont les autres – responsables des organisations humanitaires, ministres, agents de l'immigration, journalistes – qui s'expriment en leur nom. Dans ce numéro, ils prennent la parole. Ils nous expliquent comment ils ont vécu leur départ en exil. Ils nous disent leurs craintes. Ils nous confient leurs espoirs. La souffrance du déracinement est au cœur de tous leurs récits. Les violences et les guerres ne leur ont laissé d'autre choix que d'abandonner pratiquement tout, et parfois jusqu'aux êtres qui leur étaient les plus chers, pour se mettre en sûreté. Quand l'Union soviétique s'est effondrée, des millions d'hommes et de femmes se sont du jour au lendemain retrouvés persona non grata dans ce qu'ils considéraient comme leur patrie, et ont été contraints de retourner dans leur pays "ethnique" de l'ancien empire soviétique. Certains ont payé très cher des passeurs clandestins, sans pour autant arriver à destination.

Tous les réfugiés sont reconnaissants au pays qui les a accueillis. Mais dans le débat actuel autour du droit d'asile, on tait trop souvent le fait que les réfugiés – pas tous les réfugiés, certes, mais beaucoup d'entre eux – ne souhaitent qu'une chose : retourner chez eux dès que la situation le permettra.

Tous les récits présentés ici ont un second point commun : l'espoir, qui affleure si souvent sous la détresse. Un instituteur afghan prédit que son pays refleurira et que, "là où le fleuve a déjà fait son lit, l'eau coulera à nouveau". Une ex-réfugiée salvadorienne se présente aux élections au Congrès de son pays. Pour eux, l'horizon est moins sombre. Et pour combien d'autres encore ?

Les noms de certains réfugiés qui s'expriment dans ce numéro ont été changés car, pour eux, la crainte d'une persécution est, hélas, toujours une réalité.

Écoutons la parole des réfugiés. C'est celle d'hommes et de femmes pris dans les tourmentes de l'histoire, celle de gens ordinaires, comme chacun de nous.

# L'optimisme, malgré tout

Propos recueillis par  
Arafat Jamal et Hasan Kayhan

*La province de Badghis, dans le nord-ouest de l'Afghanistan, est en guerre depuis la fin de 1996.*

*Le conflit a contraint des dizaines de milliers d'habitants de la région à se cacher dans les montagnes ou à se réfugier à Hérat, la ville la plus proche.*

*Une grande partie de cette population semi-nomade et essentiellement pachtoune est hébergée dans les trois camps ouverts par le HCR à Hérat.*

*Amir Mohamed Khan est arrivé dans le plus grand, Shaïdaï, en décembre 1996.*

*Voici son récit :*

Le ciel de Kaboul se remplit de fumée lors de récents combats.

**J**e viens d'une petite ville de la province de Badghis appelée Jahan Dusti, ce qui signifie "amitié mondiale". J'étais propriétaire de 20 hectares de terres et de 180 têtes d'ovins. Avant l'arrivée au pouvoir des communistes, j'enseignais le pachto et le dari à l'école primaire. Le président Daoud encourageait la culture du coton, et j'avais l'impression que mon existence s'améliorait de jour en jour.

Après la révolution, le nouveau régime a voulu promouvoir l'éducation et beaucoup d'enseignants ont été envoyés à la campagne. Mais ils ont été mal accueillis par les paysans. J'ai dû abandonner mon métier et finalement quitter la région. Je me suis engagé dans les rangs moudjahidines pour chasser les Soviétiques et, comme j'avais fait des études, on m'a confié des missions d'achat d'armes. Je n'étais pas à cent pour cent du côté des moudjahidines, mais le gouvernement de l'époque considérait ceux qui n'étaient pas avec lui comme des ennemis, alors j'étais un peu forcé...

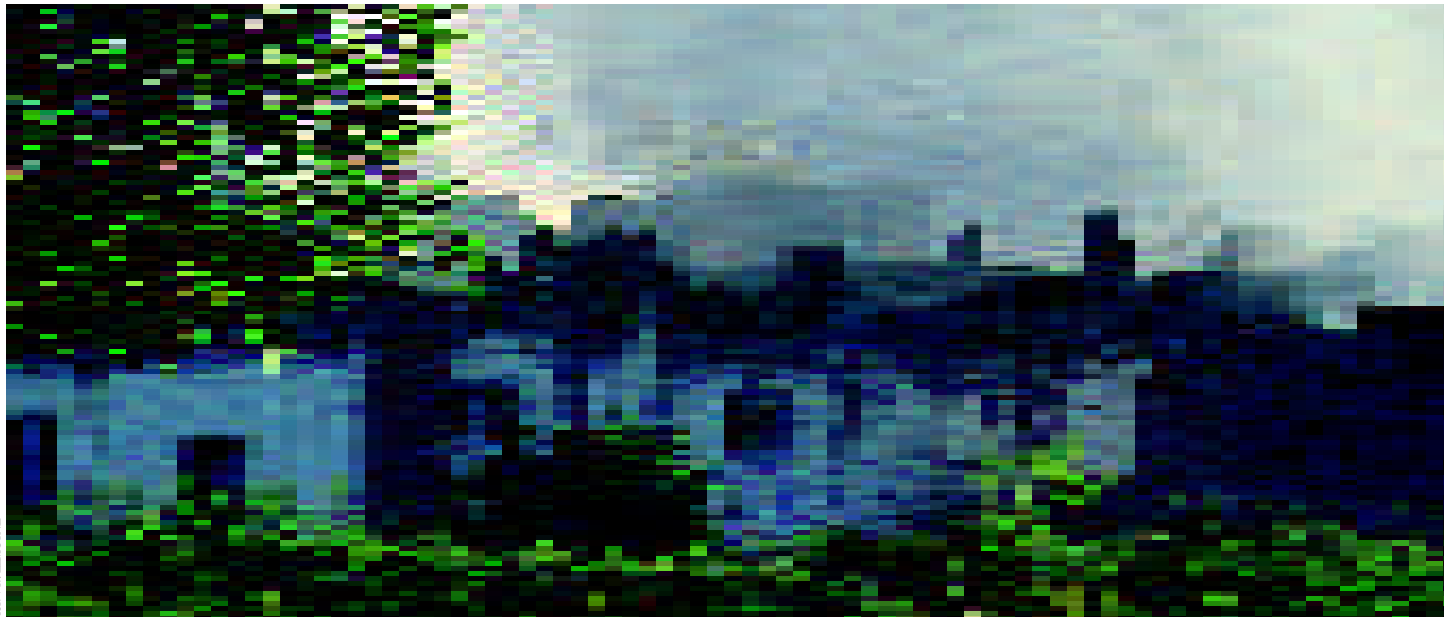
Enfin, le régime communiste est tombé, et pendant un moment la situation s'est nettement améliorée. Mais les moudjahidines qui s'étaient battus pour renverser les anciens dirigeants ont commencé à se bagarrer entre eux, et nous nous sommes retrouvés en guerre. Deux factions ont utilisé notre région comme champ de bataille. Je n'aimais ni l'une ni l'autre.

L'espoir est revenu avec l'arrivée

des talibans. Mais leurs troupes se sont brusquement retirées de notre village, et nous avons pris la fuite de peur de voir les Ouzbeks débarquer. Nous avons laissé sur place l'essentiel de nos biens, et hélas les personnes trop faibles pour partir avec nous. Plusieurs enfants sont morts lors de la traversée du fleuve Murghab. Après plusieurs jours de marche, nous avons atteint la région de Kushk. Là, j'ai vendu pour trois fois rien les bêtes que j'avais réussi à emmener, et j'ai loué une camionnette pour conduire ma nombreuse famille à Hérat, où je savais pouvoir bénéficier d'une aide des Nations Unies.

Par rapport à la vie que je menais à Badghis, mon existence ici au camp est pitoyable. Mais quand je repense à notre terrible périple pour arriver jusqu'à Hérat, je m'estime vraiment chanceux. Les emplois sont rares, mais l'un de mes huit enfants a réussi à décrocher une place d'ouvrier en ville. Moi, je travaille avec Médecins Sans Frontières, plus précisément pour les tournées médico-sanitaires à domicile, et j'espère bientôt pouvoir reprendre mes activités d'enseignant dans le cadre du programme d'instruction primaire organisé par le HCR dans le camp.

Quand je pense aux agissements de nos dirigeants, je suis découragé et je doute de l'avenir. Mais ma foi me soutient, et je me console en me répétant ce vieil adage: "Là où le fleuve a déjà fait son lit, l'eau coulera de nouveau un jour."



# Portrait d'un homme de bien

*Lors du récent afflux de personnes déplacées à Hérat, dans l'ouest de l'Afghanistan, le HCR a monté une grande opération de secours d'urgence en étroite coopération avec son partenaire local, le ministère du Rapatriement. Les responsables du HCR qui travaillent dans les nouveaux camps ont été impressionnés par le dévouement et la chaleur humaine d'un fonctionnaire du ministère appelé Abdul Qader. L'homme nous a raconté son histoire.*

Comme la plupart des Kabouliis, je vivais tranquille dans ma modeste maison en pisé. J'avais fait mes études primaires et secondaires à Kaboul, mais j'ai été appelé sous les drapeaux avant d'avoir pu terminer l'université. J'ai fait un an de service dans l'armée communiste puis j'ai été réformé pour raisons médicales.

Cette année-là, le gouvernement multipliait les appels à la réconciliation. Il venait de créer dans ce but le ministère du Rapatriement. J'ai déposé une demande d'emploi, et j'ai été recruté dans les services de logistique.

Kaboul est restée relativement calme pendant une bonne partie de la guerre, mais la situation est devenue insupportable après la chute du régime communiste. C'est ainsi qu'un jour, en allant au travail, j'ai vu un obus tomber en plein sur le passant qui marchait devant moi. Je n'oublierai jamais l'explosion de ce corps sous mes yeux, et les morceaux de chair déchiquetée qui volaient dans toutes les directions.

J'ai immédiatement déménagé du quartier avec femme et enfants, et, peu après, en janvier 1994, nous quitions Kaboul.

A mon arrivée à Hérat, j'ai eu la chance de retrouver du travail au

---

Propos recueillis par  
Arafat Jamal et Qader Rahimi

---

ministère du Rapatriement. Mais mon maigre salaire de fonctionnaire ne suffit pas, si bien que je vis moi aussi dans le camp de transit que le HCR a ouvert pour les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées.

Un camp n'est pas du tout un endroit pour élever des enfants. Je remarque par exemple que ceux d'ici se battent sans arrêt. Est-ce parce que les tentes sont si proches les unes des autres ? Parce que tout le monde est frustré et énervé ? Quoi qu'il en soit, ma fille est encore petite, et elle est l'abri de toute cette agressivité. Mais je m'inquiète pour elle. L'éducation est une denrée rare pour les enfants d'Afghanistan, et plus encore pour les filles. Une ONG, la Mission

d'assistance internationale, organise des cours, mais cela reste très informel et de toute manière l'enseignement se limite aux deux premières années de scolarité. Après, je ne sais pas si je pourrai encore épargner à mon enfant la dureté de la vie dans un camp.

Comme je suis moi-même déplacé, je me sens très proche des gens dont je m'occupe. J'essaie sincèrement de comprendre leurs besoins, de les transmettre au HCR et aux autres organisations internationales qui s'occupent des populations déplacées à Hérat.

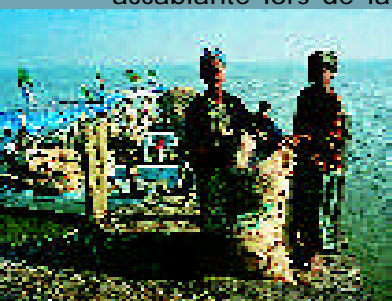
Je n'ai pas de solutions pour mon pays. Mais quand je pense à la situation dans le monde, je me dis que les Afghans ont comme tout être humain le droit fondamental de vivre. Il me semble que l'on a résolu ces temps-ci des problèmes autrement plus compliqués que celui de l'Afghanistan... J'espère donc que la communauté internationale va maintenant tout faire pour aider mon pays à sortir de l'ornière.





# Retour au Myanmar

L'Etat de Rakhine, dans le nord du Myanmar, est l'une des régions les plus inhospitalières d'Asie. La plupart des régions tropicales qui bordent la baie du Bengale ne sont accessibles que par bateau, à moto ou à pied. L'humidité y est accablante lors de la saison



des pluies, et le reste de l'année les températures

peuvent dépasser les 45 degrés.



Depuis trois ans, le HCR supervise le retour au Myanmar d'environ 250 000 personnes réfugiées dans le pays voisin, le Bangladesh, depuis la période troublée de 1991-1992. L'opération est la plus vaste actuellement en cours en Asie.

Plus de 90 pour cent des exilés sont de retour et la plupart des vingt camps de réfugiés du Bangladesh sont déjà fermés. Le HCR espère terminer l'opération de rapatriement dans le courant de l'année. Il continuera par le biais de ses partenaires d'exécution à rester présent dans la région, à suivre la situation et à financer des petits projets d'initiative personnelle qui contribueront à fixer sur place la population musulmane et à réduire le risque d'un nouvel exode.

1. Le HCR a financé la réfection de ce pont dans le cadre d'un programme d'amélioration des infrastructures de la région.

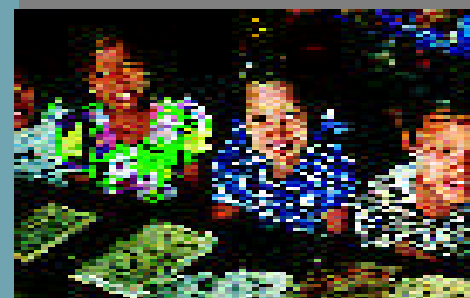
2. Point de ralliement de Teknaf, au Bangladesh : préparatifs avant le retour au Myanmar.

3. Une famille à nouveau réunie dans la localité de Maungdaw.



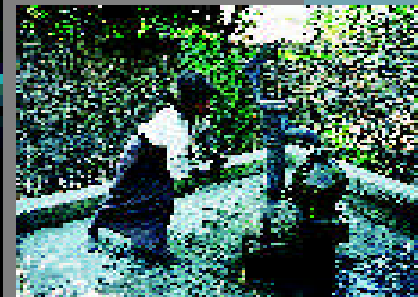
4. Une veuve et ses quatre enfants arrivent dans la petite ville de Maungdaw où, comme les autres rapatriés, ils seront suivis de près par le personnel du HCR sur le terrain.

5. L'espoir renaît dans une école réparée avec l'aide du HCR.





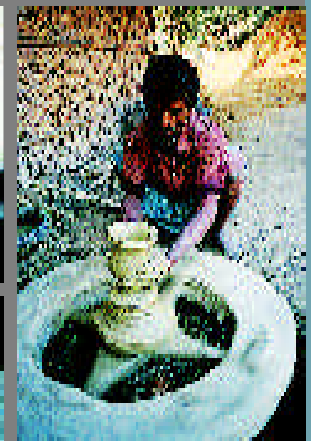
8. L'approvisionnement en eau potable est l'un des axes majeurs des programmes d'aide.



7. Un rapatrié passe une visite médicale dans un grand hôpital public rénové avec, notamment, l'aide du HCR.



6. Les rapatriées suivent des cours d'alphabétisation au Myanmar. Elles n'ont jamais eu l'occasion d'apprendre la langue nationale avant de fuir leur pays.



9. Le HCR a remis des dons en espèces aux rapatriés de Maung Nee afin de les aider à remettre en marche leurs ateliers de poterie.



# Quand pourrai-je rentrer chez moi ?

Propos recueillis par Robert Cooper

Retourner dans  
son pays c'est le vœu  
le plus cher  
du lama Prem Bhadur,  
en exil au Népal.

**P**ourquoi êtes-vous parti du Bhoutan ? On m'a souvent posé la question ces cinq dernières années. Eh bien, je me le demande parfois moi-même. Je vais essayer de répondre, mais vous comprenez, pour moi l'important est de savoir quand je vais pouvoir rentrer...

Car je veux retourner à Phirphire, dans la maison où je suis né il y a 31 ans. Je veux retrouver le village où j'ai passé une enfance insouciant, où les lamas m'ont enseigné les écritures bouddhiques et où, à l'âge de 10 ans, j'ai prononcé mes premiers vœux religieux. Oui, je veux retourner au Bhoutan.

Dans ces conditions, pourquoi être parti ? me direz-vous. Je comprends votre étonnement. Après tout, la plupart des habitants de mon village sont Tamangs comme moi. Nous parlons tamang et nous sommes bouddhistes, comme la plupart des Bhoutanais. Outre l'un de mes frères et moi-même, il y avait cinq lamas à Phirphire et le temple de Lamisanda n'était qu'à deux ou trois heures de marche. Nous cultivions nos terres et nous vivions modestement, mais heureux. Nous cohabitons avec des non-Tamangs, des Hindous pour la plupart, avec qui nous nous entendons très bien. Nous vivions en paix. Les

enfants allaient à l'école. Il y avait un dispensaire public où nous étions bien soignés. Personne n'avait envie de partir.

Alors, pourquoi l'ai-je fait ? Nous savions qu'il y avait des problèmes, notamment dans le district de Chirang. Il y avait des manifestations un peu partout dans le sud du Bhoutan. Les gens protestaient contre un recensement qui classait les villageois et les familles en sept catégories différentes. Nous ne comprenions pas grand-chose à cette histoire de recensement. On ne nous a jamais rien expliqué, et je n'ai toujours pas compris. On a dit aux gens qui n'avaient pas la nationalité bhoutanaise qu'ils devaient quitter le pays. Le gouvernement a acheté leurs terres. Certains étaient contents de partir, mais d'autres ont essayé de protester. Il y avait des fonctionnaires corrects – je crois que ceux qui effectuaient le recensement ne comprenaient pas grand-chose eux non plus à toute cette affaire – mais certains ont été odieux. Il y a eu des morts parmi les agents du recensement, les paysans et les soldats.

Comme tout lama, j'abhorre la violence quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne. Le bouddhisme est la Voie du milieu, une voie de tolérance et d'harmonie. Si tout le monde s'était montré correct et tolérant, il n'y aurait pas eu de désordres ni de réfugiés.

Il y a eu beaucoup de réunions et de discussions dans notre village. Les gens avaient peur mais ne savaient que faire. Le problème nous dépassait complètement. Nous n'étions que de simples paysans. Et nous avons réagi comme des paysans. Certains ont décidé d'aller se mettre à l'abri en attendant des jours meilleurs. Ma famille a voulu rester, mes amis ont choisi de partir. Ils m'ont demandé de les accompagner. Alors ma femme et moi les avons suivis, car toute communauté bouddhiste doit avoir son lama. Je pensais que nous serions très vite de retour. J'avais tort. Mon père est mort, et ma fille est née à l'étranger dans un camp de réfugiés. Et chaque jour je me pose la même question : quand allons-nous enfin rentrer chez nous ?





# Retour à la case départ

*Depuis 1989, plus de 9 millions de ressortissants de l'ex-Union soviétique ont quitté leurs foyers pour aller vivre soit dans une autre région de leur pays, soit dans un autre Etat de la CEI : telle est la conclusion d'une enquête réalisée en 1996 par le HCR. Ces gigantesques flux migratoires sont le résultat des guerres, des catastrophes écologiques, des tensions et des angoisses suscitées par l'éclatement brutal et absolument sans précédent d'un immense pays - l'URSS - en quinze nations distinctes. Les cinq pays d'Asie centrale totalisent à eux seuls plus de 4,2 millions de personnes déplacées, soit le chiffre ahurissant d'un habitant sur douze. Derrière ces statistiques effroyables se profile le drame d'hommes et de femmes dont l'existence a été anéantie par le terrible héritage de l'ex-Union soviétique.*

Propos recueillis par Rupert Colville

**A**lexandre et Raya Vazun sont nés au Kazakstan. Ils font partie des deux millions de Russes de souche d'Asie centrale rentrés dans leur "patrie ancestrale" à la fois par crainte des conflits ethniques et pour échapper aux difficultés économiques. Ils ont passé vingt et un mois difficiles en Russie avec leurs deux jeunes enfants. Puis, déçus et plus pauvres que jamais, ils sont retournés auprès de leurs parents, à Talgarski Raion, au Kazakstan.

Alexandre Vazun, 28 ans :

Nous sommes nés au Kazakstan. Nous y avons vécu toute notre vie. Nous avons beaucoup d'amis ici. Mais la vie était vraiment devenue très dure après l'indépendance, si bien que nous avons décidé de partir en Russie pour essayer de nous en sortir. Nous nous sommes d'abord installés à Oulan-Oude, une ville de la région de Bouriates, en Sibérie en février 1992. Nous pensions que la vie serait plus agréable, que je trouverais facilement du travail et un logement, que je gagnerais un peu d'argent.

Mon frère aîné, qui est conducteur de tracteur, était parti à Oulan-Oude une dizaine d'années auparavant. La coopérative d'élevage de visons et de renards qui l'employait, était subventionnée à l'époque soviétique, mais elle ne reçoit plus aucu-

ne aide publique depuis la chute du communisme, même pas pour assurer la nourriture des bêtes. Mon frère a la chance d'avoir sa propre maison, une basse-cour et un peu de terres. Il pensait pouvoir nous aider. Nous l'avons donc rejoint. Mais les choses ne se sont pas passées comme nous l'espérions.

A notre arrivée, nous avons vite compris que la coopérative était mal en point. Les caisses étaient vides et tout semblait à l'abandon. Il n'y avait pas de travail, pas d'argent pour payer les salaires. Finalement, j'ai obtenu une place de routier. Mais comme je n'étais pas payé, je ne suis pas resté longtemps. Sur ce, la coopérative m'a embauché pour piquer les animaux. J'étais payé en peaux. Au cours officiel, une fourrure valait 175 000 roubles (34 dollars). Comme mon salaire était de 300 000 rou-

bles (59 dollars), je touchais deux fourrures par mois. Mais quand j'ai voulu les vendre au marché, je n'en ai tiré que 7000 roubles (1,40 dollars) la pièce, si bien qu'en réalité je ne gagnais que 14 000 roubles (2,80 dollars) par mois. Raya a elle aussi trouvé un petit boulot à la coopérative, mais elle était encore plus mal payée que moi.

Par-dessus le marché, les habitants ne nous ont jamais acceptés. Ils étaient désagréables, voire hostiles.

Raya Vazun, 26 ans :

Au travail, les gens du coin étaient jaloux des nouveaux venus, qui trimaient mais gagnaient davantage. Eux travaillaient vraiment mal. Et ils buvaient comme des trous ! Les Bouriates (la population non-russe autochtone) étaient accueillants. C'étaient les autres Russes qui ne nous aimaient pas.

Alexandre Vazun :

Heureusement, nous n'avions pas vendu notre maison au Kazakstan, où nos parents vivaient toujours. Nous sommes donc rentrés en novembre 1994 et j'ai fini par trouver un emploi de camionneur dans une compagnie de transports : je n'ai toujours pas touché mon salaire, et j'ai l'impression qu'il ne suffira pas à nourrir ma famille. Nous envisageons d'acheter quelques porcs et poulets pour survivre. Pour le moment, nous vivons sur le salaire de mon père et la retraite de ma mère.

Raya Vazun :

Certes, nous sommes russes, mais j'ai eu l'impression de rentrer chez moi en retrouvant ce village. En Russie, nous étions des étrangers. Ici, dès qu'ils m'ont revue, les voisins et les amis m'ont dit : "Tu es revenue pour de bon ?", et moi j'ai répondu que oui. J'étais heureuse d'être de nouveau parmi eux. Hélas il n'y a pas de travail. L'Etat ne donne plus d'argent aux entreprises, et beaucoup ont dû mettre la clé sous la porte. Il n'empêche que la situation économique, je veux dire la nôtre, est meilleure ici que là-bas.

## Le retour des Kazaks

**L**es répercussions du soulèvement de 1916 en Russie, poussèrent des dizaines de milliers de Kazaks à fuir dans les pays voisins. Dans les années 30, Staline lança un programme de collectivisation forcée qui provoqua une grande famine et un nouvel exode de centaines de milliers de Kazaks. Après l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques en 1979 les Afghans de souche kazak se sont retrouvés dans une situation délicate : l'occupant voyait en eux les descendants des "traîtres" qui avaient abandonné l'URSS. Les moudjahidines afghans, de leur côté, leur reprochaient de ne pas vouloir se battre pour leur nouveau pays. Pris entre le marteau et l'enclume, les populations de souche kazak ont afflué en Iran dès le début du conflit.

En 1992, un an après l'effondrement de l'Union soviétique, le gouvernement du nouveau Kazakstan indépendant a organisé un pont aérien pour ramener les populations de souche kazak vivant en Mongolie, puis celles d'Iran, du Tadjikistan et de Turquie. Fin 1996, quelque 155 000 exilés kazaks au total avaient été rapatriés par train, avion, autocar et camion. Mohammed Amin et son épouse, Halima, tous les deux nés en Afghanistan, faisaient partie de l'un des premiers convois de "rapatriement". Comme l'immense majorité de leurs compagnons d'infortune, ils n'avaient jamais mis les pieds au Kazakstan. Ils logent dans un magasin désaffecté de la banlieue d'Almaty, la capitale.

Mohammed Amin, 54 ans :

Mes parents ont quitté le Kazakstan en 1934-1935 à cause de la famine. Je suis né dans la province de Faryab, dans le nord-ouest de l'Afghanistan. Ma femme aussi. Je l'ai rencontrée à Mazar-e-Charif, et c'est là que nous nous sommes mariés. Ses parents étaient des Pachtounes de la province de Logar.

Quand la guerre a éclaté en Afghanistan, nous sommes partis en Iran, où nous avons vécu treize ans. Nous avons monté un tout petit atelier de confection.

Quand le Kazakstan est devenu indépendant, nous avons décidé de nous installer ici. Nous sommes arrivés à bord d'un train spécial affrété par le gouvernement, par le Président du Kazakstan. Nous lui devons beaucoup. Sept de nos dix enfants sont ici avec nous, et deux vivent dans un autre *oblast* (district). Une de nos filles est restée en Iran.

Nous avons monté une petite affaire ici. Nous achetons des produits alimentaires à Almaty pour les revendre aux gens du village. C'est une bonne solution tant qu'elle nous donne de quoi manger. Nous ne sommes pas mal. Les autorités nous ont donné un endroit pour vivre. Nous leur en sommes reconnaissants. Elles nous aident à faire face à beaucoup de problèmes...

Halima, 40 ans :

Mais qu'est-ce que tu racontes ? Pourquoi est-ce que tu mens ? Nous avons à peine de quoi survivre ! C'était bien mieux en Iran ! Toute ma famille est restée à Mazar-e-Charif. Quand la guerre a commencé, nous nous sommes enfuis en Iran.

Et moi je suis sans nouvelles de ma mère, de mon père et de mes sœurs. Et c'est comme ça depuis 17 ans !

## D'une guerre à l'autre

**L**a guerre civile tadjik de 1992 a été plutôt brève, mais particulièrement meurtrière. L'épicentre du conflit était situé dans le sud-ouest du pays, et l'onde de choc secoua encore durement les régions de l'est, avec son cortège de violences, de débâcle économique et de déplacements de populations. Plus de 1,1 million de Tadjiks – soit un cinquième de la population (notamment parmi les minorités ethniques) ont fui leur ville ou leur village depuis le début du conflit. Mais petit à petit, la vague reflue : 600 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire et environ 44 000 des 63 000 Tadjiks réfugiés en Afghanistan ont regagné la province de Khatlon, dans le sud-ouest du pays, depuis la fin du conflit principal en janvier 1993.

Le HCR a prêté son concours au rapatriement des réfugiés, a organisé à Khatlon une grande opération de suivi afin de s'assurer que les rapatriés n'étaient pas persécutés, et a fourni du matériel pour reconstruire 19 000 maisons détruites par la guerre civile. Nusrat, ses trois épouses et ses huit enfants, figurent parmi les premiers bénéficiaires de l'opération du HCR, qui marque à bien des égards un tournant. Ils ont été rapatriés en 1994, en même temps qu'Asrorof et son épouse, un couple de jeunes mariés.

Nusrat, 40 ans :

Quand la guerre est arrivée à Kurgan Tiube (la plus grande ville de la province de Khatlon), nous avons tous pris la fuite en direction

du fleuve Amou Daria, qui marque la frontière avec l'Afghanistan. Nous avons attendu deux mois au bord de l'eau, côté tadjik, sans nous décider à faire la traversée. Personne n'avait vraiment envie de s'exiler. Et puis, l'Amou Daria est très large à cet endroit. Comme les milliers de nos compatriotes qui compaient dans le voisinage, nous espérions que le calme reviendrait.

Mais non, les combats se rapprochaient sans cesse, et nous avons compris qu'il valait mieux traverser. Quelques Afghans sont venus nous chercher avec leurs bateaux. Mais comme il n'y avait pas assez de place pour tout le monde, nous avons bricolé des radeaux avec des pneus de camions et de tracteurs. J'ai fait le mien avec sept pneus que j'avais dénichés, des planches et de la corde.

Une fois que ma famille a été en sécurité, j'ai aidé les autres à traverser. Au cours de la journée, les gens traversaient par vagues successives. Il a fallu huit jours pour faire passer tout le monde. Les coups de feu étaient maintenant tout proches. Les soldats tiraient même sur les gens qui traversaient. Je suis tout de même revenu de nuit chercher la nourriture et nos autres provisions.

Les Afghans nous ont bien accueillis. On nous avait raconté qu'ils allaient nous massacrer, mais ils nous ont aidés à traverser et nous ont donné à manger. Nous avons vécu pendant une dizaine de jours à Koluch Tepa dans une maison abandonnée. Puis un commandant afghan du nom de Killikh nous a emmenés en camion à Kunduz, où nous avons vécu dans une usine de coton. Nous étions environ 2500 là-bas, et je suis devenu un de leurs leaders. Nous avons écrit plusieurs fois à l'ONU, mais seules les ONG arabes nous ont aidés. En fait, les Arabes nous ont dit que si les Nations Unies nous aidaient, il ne fallait pas compter sur eux.

Nous sommes rentrés chez nous en avril 1994 car les Afghans commençaient à se battre entre eux. Le

général Dostum a occupé Kunduz pendant trois jours. Il y a eu beaucoup de victimes dans les deux camps. Une quarantaine de réfugiés tadjiks sont morts – mais ils n'étaient pas visés.

Nous avons loué un camion et nous avons pris la direction de Sherkhan Bandar où le HCR avait ouvert un camp de transit pour accueillir les réfugiés en partance pour le Tadjikistan. Quand les conditions de sécurité le permettaient, le bac du HCR faisait une traversée hebdomadaire. Nous avons vécu 42 jours au camp de Sherkhan Bandar, puis nous sommes enfin revenus ici.

Asrorof, 25 ans :

Nous sommes partis dix jours seulement après notre mariage. Quand la guerre a commencé, nous avons décidé de ne pas nous en mêler. Mais des inconnus ont fait irruption chez nous, nous ont flanqué des mitraillettes entre les mains et nous ont dit d'aller nous battre. Comme ça ne nous intéressait pas, nous sommes partis. Nous avons campé pendant quatre mois sur les berges de l'Amou Daria avec des gens qui, comme nous, voulaient fuir cette guerre. La traversée s'est faite à un endroit peu profond. Des tracteurs tiraient les camions, et les gens s'entraidaient.

Nous sommes restés trois jours à Imam Sahib, puis de là nous sommes descendus à Kunduz avec quelques membres de notre famille. Nous nous sommes installés sur des terres abandonnées à environ un kilomètre de la ville. L'ONU nous a donné des tentes et les ONG arabes des produits alimentaires. Parfois nous avions de la nourriture tous les dix jours, et parfois nous restions sans rien pendant deux mois.

Nous sommes allés voir d'autres réfugiés hébergés à l'aéroport, mais ils vivaient dans les mêmes conditions que nous. Comme nous, ils devaient creuser des puits pour que les ONG arabes leur donnent à manger. Nous vendions les métaux ou les minerais que nous trouvions en creusant les puits. Nous n'avions pas

de problème avec les Afghans. Entre eux, en revanche, ils ne s'entendaient pas du tout. Ils se faisaient la guerre, mais je dois dire qu'ils n'ont pas touché aux réfugiés tadjiks. Les Arabes nous donnaient de la nourriture. Dommage que le Comité des réfugiés tadjiks, qui était chargé de la distribution, en ait détourné tellement.

Nous sommes restés à Kunduz sept ou huit mois. En février 1994, il y a eu trois jours de combats, et nous nous sommes repliés sur un village proche de Sherkhan Bandar. Nous y sommes restés jusqu'en octobre.

Je serais rentré plus tôt sans toute cette propagande sur les risques du rapatriement. C'était bizarre : dans leurs lettres, nos familles restées au Tadjikistan nous disaient que tout allait bien, mais le bruit courait aussi qu'à Sherkhan Bandar on se battait et on tuait les gens. Des hommes faisaient la tournée des villages pour obliger les jeunes à aller se battre au Tadjikistan.

Comme la plupart des réfugiés, ça ne m'intéressait pas, et j'ai tout fait pour me cacher. Les agents recruteurs venaient à quatre ou cinq. De temps en temps ils faisaient une descente à Imam Sahib, raflaient les hommes âgés de 20 à 40 ans, les entassaient dans des camions et terminés ! Impossible de leur échapper. Mais ils ne sont pas venus à Sherkhan Bandar.

Un jour je me suis dit : "mais qu'est-ce que je fais là ?" et j'ai pris la décision de rentrer. Toute ma famille vit au Tadjikistan, et je préfère respirer l'air de mon pays. En Afghanistan, j'avais constamment peur de me faire tirer dessus. Ce matin, je pensais : "Mon anniversaire est dans six jours, et je le fêterai au Tadjikistan". J'ai l'intention de retourner chez moi et de retrouver la vie d'avant.

# Artiste, envers et contre tout

*Nizar Al-Ghareeb est mime. Cet Iraquien de 35 ans vit actuellement au Pakistan. Il sera réinstallé en Australie.*

Propos recueillis par Rupert Colville

**J**e suis né dans un petit village du sud de l'Iraq. Je viens d'une famille pauvre. Mon père était agriculteur. Un jour, mes parents ont décidé d'aller s'installer en ville. Je devais alors avoir 11 ans.

Peu de temps après notre arrivée, des hommes qui revenaient d'une manifestation ont agressé l'un de mes frères devant chez nous. Quand ma mère est sortie pour le défendre, ils l'ont rouée de coups de bâton, notamment sur la tête. Elle est morte à l'hôpital quelques heures plus tard. Trois jours après, mon petit frère d'un an est mort lui aussi parce qu'il n'avait plus personne pour s'occuper de lui. Puis mon frère aîné a perdu la raison. Il avait tout juste 18 ans.

Pendant trois ans, mon père a remué ciel et terre pour obtenir justice, mais en vain. J'étais bouleversé par tous ces drames, et je voulais témoigner. Je crois que c'est ce qui m'a poussé vers les arts.

J'ai fait mes débuts d'acteur à l'école à l'âge de 14 ans. A 18 ans, je suis entré au centre d'art dramatique de Bagdad. J'ai étudié l'histoire du théâtre, l'éclairage, le maquillage et la mise en scène. J'ai également travaillé dans une compagnie théâtrale.

Les artistes ont besoin de parler de leur réalité quotidienne et de celle de leurs semblables.

A l'époque, je diffusais les bulletins clandestins d'un parti d'opposition. En 1986 j'avais 25 ans. J'ai quitté Bagdad pour le nord de l'Iraq, où j'ai perdu toutes mes illusions sur les mouvements d'opposition, y compris sur celui que je soutenais. Leurs petits jeux de pouvoir et leurs

bagarres me hérissaient. Je ne voulais pas prendre les armes et commencer à tuer des soldats. Pour moi, ce n'était pas la bonne solution.

Je l'ai dit à mes camarades, et du coup je me suis mis tout le monde à dos. En février 1987, j'ai donc décidé d'aller en Iran. J'ai marché pendant 16 jours à travers les montagnes du nord-est de l'Iran, en pleine guerre irano-iraquienne.

J'ai été admis en Iran en qualité de réfugié, mais deux jours après mon arrivée j'ai été arrêté et jeté en prison, où j'ai subi de multiples interrogatoires. Après quelques semaines éprouvantes, on a enfin compris que j'étais un artiste et un homme de paix, et j'ai été mieux traité. On m'a transféré par la suite dans un camp situé au sud de Téhéran, où j'ai passé quinze mois.

Quand j'en suis sorti, la guerre Iran-Iraq était terminée. J'avais peur que l'on m'oblige, comme d'autres avant moi, à retourner en Iraq. J'ai donc immédiatement pris le chemin du Pakistan, en compagnie d'un ami poète rencontré dans le camp.

Après avoir franchi la frontière à pied, nous avons traversé le désert pour rejoindre Quetta, la capitale provinciale du Baloutchistan. Je me suis présenté au bureau du HCR, où l'on m'a accordé le statut de réfugié. J'ai obtenu un permis de séjour et j'ai eu droit à une allocation mensuelle de 1200 roupies, ce qui est très peu. Avec cette petite somme, je devais me débrouiller pour payer mon loyer, ma nourriture, mes vêtements, mes cigarettes.

Je me faisais un peu d'argent en donnant des cours d'arabe et de farsi à des enfants d'étrangers.

Mais en tant qu'artiste, je m'étiolais. En Iraq, j'avais subi la censure. Au Baloutchistan, le théâtre n'intéressait personne, et en plus je me faisais traiter de lâche : n'avais-je pas quitté mon pays en guerre ? J'avais aussi de la peine pour mes compatriotes irakiennes, condamnées à rester cloîtrées chez elles. Et j'avais des difficultés avec certains travailleurs sociaux censés aider les réfugiés mais qui ne comprenaient absolument rien à notre psychologie.

Je suis resté sept ans à Quetta, après j'ai déménagé à Islamabad où j'ai pu mener une existence plus libre, plus civilisée. Je respirais à nouveau. Il y avait des galeries d'art, des théâtres, des cinémas, et surtout des gens cultivés. Je me suis remis au travail pour la première fois depuis dix ans. Comme j'avais très peu d'argent, je répétais dans ma chambre. Je me suis mis au mime. Un de mes professeurs à Bagdad avait étudié cette discipline en Italie, et en 1984 j'avais vu un film sur Marcel Marceau au centre culturel français de Bagdad. Depuis, l'expression corporelle m'attirait beaucoup.

J'ai donné mon premier spectacle chez une iranienne. Elle avait invité des amis – des gens sensibles à l'art. Sur ce, le centre culturel français d'Islamabad m'a demandé de donner des cours de mime et de monter un spectacle. Je suis également entré comme directeur au Conseil des arts du Pakistan.

Mais je n'étais pas vraiment à l'aise, surtout à cause de certains réfugiés irakiens. Alors que la grande majorité de mes compatriotes aspiraient simplement à vivre tranquillement dans des circonstances difficiles, quelques-uns s'étaient mis dans la tête de se réinstaller dans un

«Je veux simplement  
pouvoir m'exprimer.»

autre pays. Ils estimaient en avoir le droit. Ils ont commencé à manifester contre le HCR. Quand je leur ai dit qu'ils faisaient fausse route, ils m'ont traité de "vendu" et "d'espion" à la solde du HCR. Les menaces et les moqueries pleuvaient. Quand on est déjà si seul, il est encore plus pénible d'être rejeté et attaqué par les gens de son propre pays...

En février 1997, l'Australie a accepté ma demande de réinstallation. Je ne dis rien aux autres Iraquiens pour ne pas être irrémédiablement considéré comme un traître. Ils n'auraient pas compris pourquoi j'allais être réinstallé et pas eux.

Je sais que ma vie ne sera pas facile en Australie. Je ne cherche pas à devenir une star ou un milliardaire. Je veux simplement pouvoir m'exprimer. Je ne connais personne là-bas, mais je pars confiant. Par rapport à ce que j'ai connu en Iraq, en Iran et au Pakistan, ma vie d'artiste sera beaucoup plus facile. Si je ne trouve pas de salle, il y aura toujours quelque part un parc, un coin de rue, une plage... Car il y a une tradition du mime en Australie. Ce n'est pas le cas ici au Pakistan, où les gens comme moi passent pour des fous.

Tous mes accessoires de scène – costume, maquillage, magnétophone – tiennent dans un petit sac. Je veux «dire» la souffrance, ce que j'ai vécu. Le silence du mime force le spectateur à s'interroger. Je veux montrer qu'on peut exprimer ses sentiments sans passer nécessairement par le langage. Je veux qu'en me voyant les gens pensent à l'avenir, à l'avenir de leurs enfants. Je trouverai peut-être des artistes australiens pour m'aider. Sinon je me débrouillerai tout seul.



HCR / R. COVILLE

# Une adolescence gâchée

Propos recueillis par Larry Hollingworth



Milana a perdu sa mère, son foyer.

**J**e m'appelle Milena. J'ai 16 ans, et je suis ce qu'on appelle une "personne déplacée". Je ne savais même pas ce que ce mot voulait dire en décembre 1994 lorsque j'ai fui Grozny, la capitale de la Tchétchénie, au milieu des combats de rue.

En août 1995, j'avais déjà été déplacée trois fois. Je vis maintenant dans un foyer d'hébergement au Daghestan. Je n'ai jamais rien compris à cette guerre. Après le divorce de mes parents, j'ai emménagé avec mon père et ma belle-mère dans un appartement à Grozny. La plupart de mes camarades d'école étaient russes, ainsi que la majorité de mes voisins. Quand les combats ont commencé, mon père a demandé à un ami de m'emmener dans un village où je serais en sécurité. Je n'ai rien emporté avec moi. J'étais persuadée que tout serait terminé en quelques jours. Mais sept mois plus tard la guerre est arrivée jusqu'au village, ce qui m'a obligée de fuir une fois de plus. Cette fois, je suis partie seule. Je suis allée dans le pays voisin, au Daghestan. J'avais 14 ans, je ne connaissais personne, je n'avais pas de toit. J'ai rencontré au marché une jeune femme à qui j'ai fini par raconter mon histoire et qui m'a accueillie chez elle.

Un jour, j'ai entendu dire que quelqu'un qui portait le nom de ma mère se trouvait au centre d'hébergement de Pokrovskoe, pas très loin d'ici. Je me suis précipitée là-bas et j'ai scruté désespérément les visages un à un. Mais malheureusement no-

tre nom est assez commun, et ma mère n'était pas là. Les autres résidents du centre m'ont dit que j'étais bien trop jeune pour vivre ainsi toute seule. Ils m'ont persuadée de rester avec eux.

Voilà maintenant un an que je suis à Pokrovskoe. Au début, j'étais hébergée par une famille tchétchène locale. C'étaient des gens très gentils. Ils voulaient m'adopter, mais leur fille l'a très mal pris, et j'ai donc préféré m'installer au centre d'hébergement. Ici, tous les adultes s'occupent de moi comme si j'étais leur propre enfant.

Le centre est géré par le HCR – encore des gens dont je n'avais jamais entendu parler avant la guerre ! On nous distribue de la nourriture tous les mois, et comme je suis "vulnérable" – probablement à cause de mon âge et parce que je suis seule – j'ai droit à une ration spéciale, et on m'a donné des nouveaux vêtements et des chaussures.

J'ai beaucoup d'amis au foyer et dans le village. Je rends souvent visite à Lala, une adorable babouchka qui est une vraie mère pour moi.

Je ne parle jamais de mon avenir, car j'ai du mal à voir aussi loin. Je sais seulement que je voudrais devenir médecin. Voilà des gens que j'admire ! Mais j'ai quitté l'école depuis si longtemps que je serais gênée de me retrouver en classe avec des élèves beaucoup plus jeunes que moi ! La guerre est terminée, et beaucoup de choses ont changé pour moi. J'aimerais bien rentrer à Grozny et revoir mon quartier, mais je ne connais plus personne là-bas, et que se passe-t-il si je ne retrouve pas ma mère ?

Et puis, je me pose parfois des questions : si mon père m'avait vraiment aimée, m'aurait-il fait partir ainsi toute seule ? Mais je ne perds pas espoir. Un jour je suis allée voir une cartomancienne et elle a été formelle : je reverrai ma mère.

---

**Je n'ai rien emporté avec moi.  
J'étais persuadée que tout serait terminé  
en quelques jours. Mais sept mois plus tard,  
j'étais obligée de fuir une fois de plus.**

---

# Citoyen hier, étranger aujourd'hui

**C**omme tous mes ancêtres, je suis née en Russie. Et puis le hasard a voulu que j'aie vécu au Kazakhstan. Tant que nous vivions tous dans un grand pays appelé l'Union soviétique, cela ne me posait pas de problème et je ne me sentais pas coupée de ma terre natale. Mais en 1991, l'URSS s'est brutalement effondrée et nous, les Russes de souche, nous sommes devenus du jour au lendemain des étrangers dans les ex-républiques soviétiques.

Après la chute de l'empire soviétique, une vague de nationalisme a balayé le Kazakhstan. Aussi quand le gouvernement de Moscou a publié un décret spécial offrant aux rapatriés russes des terres et des prêts pour commencer une nouvelle vie, avons-nous décidé ma famille et moi de retrouver nos racines.

Je suis arrivée en 1993 avec un premier groupe de 37 personnes. Nous nous sommes installés dans un endroit appelé Lomovoye, dans la région de Lipetsk. Nous avons baptisé notre association de pionniers "Zov", ce qui signifie "l'appel". Nous étions convaincus que c'était le pays de nos ancêtres qui nous avait réclamés...

Nous étions tous d'anciens citoyens, mais nous étions prêts à changer de vie et à travailler ensemble dans un vrai village douillet, comme on en voit tant en Russie aujourd'hui. Mais l'administration en a décidé autrement, et nous a disséminés dans toute la région, contre notre volonté évidemment. Depuis, nos rapports avec les autorités se sont considérablement refroidis, et même la population locale, qui nous avait pourtant bien accueillis au début, nous est maintenant hostile.

Le gouvernement nous avait concédé des terres, mais deux ans plus tard il a essayé de nous les reprendre sous prétexte que notre chantier de construction n'avancait pas assez vite. Mais nous n'y étions pour rien ! Les

prêts gouvernementaux ont tout juste suffi à jeter les fondations de nos maisons ! Nous avons fabriqué des clous, cultivé nos champs et fait pousser du blé pour survivre. L'été dernier, nous avons fait d'excellentes récoltes, bien que notre matériel agricole ait été saboté par des inconnus juste avant les semailles. Heureusement, le bureau du HCR à Moscou est venu à notre secours en débloquant des fonds d'urgence qui ont permis de faire les réparations à temps. Le HCR nous a également consenti un prêt avantageux grâce auquel nous avons ouvert un atelier de couture.

Mais les taxes sont tellement lourdes que nous ne parvenons pas à économiser pour terminer nos logements, et c'est pourquoi nous vivons depuis le début dans des conteneurs maritimes. Mon mari, ex-chercheur scientifique, a trouvé un emploi de maçon. Ma fille a une formation de médecin, et la voilà couturière. Moi, j'enseignais dans une école technique, et aujourd'hui je m'occupe de l'association "Zov".

Quand nous sommes revenus en Russie, nous avons eu la chance, avec quelques autres pionniers, d'obtenir le statut de réfugiés. Mais maintenant, l'administration locale refuse d'enregistrer les migrants qui continuent à arriver en Russie en provenance d'autres pays de la CEI. Elle estime qu'il y a déjà trop de rapatriés à Lomovoye.

Les Russes sont devenus si pauvres qu'ils ont cessé de s'intéresser aux autres, et encore plus aux réfugiés. Mais nous pensons quand même que cette page sombre de l'histoire du pays va bientôt être tournée. Nous travaillons dur et nous sommes certains que le village dont nous rêvons sortira de terre tôt ou tard. Et puis, notre petite communauté "Zov" vient de s'agrandir d'un nouveau membre. Elle s'appelle Anna, et c'est ma première petite-fille. J'espère qu'elle n'aura pas à regretter d'être née ici, sur la terre de ses ancêtres.

---

par Olimpiada Ignatenko  
Responsable de "Zov"

---



---

**Nous pensons  
que cette page sombre  
de l'histoire  
de la Russie va être  
bientôt tournée.**

---

# D'Iraq en Suède, dans la clandestinité

*Au mois d'octobre 1994, Ahmad Ibrahim, son épouse Muntah Kalaf,*

*leurs quatre enfants et Abas, le frère d'Ahmad, fuient la ville de Bassora dans le sud de l'Iraq.*

*Ils projettent de se rendre à Montréal, au Canada. Cependant, en décembre dernier, après 26 mois de désespoir et beaucoup d'argent déboursé, c'est en Suède qu'ils ont fini par atterrir.*

---

Propos recueillis par Odd Iglebaek

---

J'ai rencontré Ahmad à Härnösand, petite ville située à 400 km au nord de Stockholm, là où les routes sont gelées et où souffle un vent neigeux glacé. La porte de la famille Ibrahim s'ouvre sur de chaudes et sincères embrassades enveloppées de l'odeur, reconnaissable entre mille, de la cuisine du Moyen-Orient.

"C'est une longue histoire, commence Ahmad Ibrahim. J'étais membre du parti communiste iraquien. En 1979, nous avons déménagé au Koweït. Là, j'ai travaillé comme capitaine de port. Avant, j'étais marin. Nous menions une vie agréable. Je gagnais bien ma vie et décidais d'arrêter la politique."

Mais les problèmes sont revenus avec l'invasion du Koweït par les forces iraqiennes en 1990. Jugeant qu'il serait plus en sécurité avec sa famille en Iraq, Ahmad est rentré à Bassora, sa ville d'origine, accompagné de son père et de son frère, venus les chercher.

"Vingt-neuf jours ont passé, puis des agents de la police se sont présentés à ma porte. Ils voulaient m'emmener pour un interrogatoire. Cela prendrait seulement deux ou trois heures. Je n'avais d'autre choix que de les suivre." En fait, ils voulaient surtout en savoir plus sur la sœur d'Ahmad Ibrahim, dont le mari avait longtemps été membre du comité central du parti communiste iraquien. "Je n'avais rien à leur dire puisque je ne savais pas où se trouvait ma sœur. A la fin, ils m'ont laissé partir."

"Nous avons de plus en plus

peur; nous devons nous en aller, surtout à cause des enfants", explique Muntah Kalaf. Au mois d'octobre 1994, ils étaient prêts à partir. Leur choix se porta sur la Suède car la nièce d'Ahmad y vivait. Ils arrangèrent le voyage avec un passeur qui demandait 18 500 dollars pour quatre adultes et trois enfants. C'était un Iraquien possédant la citoyenneté danoise.

"Il semblait honnête, commente Ahmad Ibrahim. Le voyage se ferait en voiture jusqu'à Amman, en Jordanie, puis en avion jusqu'à Moscou. Ensuite, un court trajet en train avant de traverser la mer Baltique sur un joli ferry-boat et nous serions en Suède, assura-t-il. Nous avons versé la moitié de la somme à Bagdad, l'autre moitié devant être payée sur le bateau." Le frère et le fils aîné d'Ahmad partirent une semaine avant le reste de la famille. Tous possédaient des passeports iraqiens en règle, mais pas les autorisations nécessaires pour quitter le pays.

"Nous avons atteint la frontière avec la Jordanie à deux heures du matin. Notre conducteur a pris les passeports et nous a laissés dans le taxi. Il est revenu cinq heures plus tard, lorsqu'un officier qu'il connaissait vint prendre son tour de garde. De toute la nuit, nous n'avons pas osé aller aux toilettes ou faire quoi que ce soit d'autre qu'attendre, terrés dans la voiture. Nous étions si nerveux."

En Jordanie, Ahmad et sa famille obtinrent des visas pour Moscou au prix de 50 dollars par personne. Ainsi, une semaine après leur arrivée, ils purent s'envoler vers la capitale

russe. Au bout d'un mois d'attente dans cette ville, le passeur leur fit prendre un train avec la consigne suivante: descendre à la dernière gare se trouvant encore en territoire russe et attendre devant le portail bleu. On les y réceptionna, tel que promis, puis on les fit monter dans une Opel Record rouge de 1983 et un minibus russe. Au bout d'une heure et demie de route entre villages et forêts, un homme en uniforme de l'armée les emmena à pied vers une voie de chemin de fer.

"Nous étions probablement arrivés à la frontière avec la Lettonie car les Russes ont fait demi-tour. De l'autre côté, le vieux couple qui nous attendait nous a enfermés dans une maison. Nous y avons mangé deux poulets rôtis et à minuit, on nous a fait prendre un autobus."

Arrivés dans la matinée à Riga, la capitale lettonne, on les installa dans un deux-pièces qu'ils durent partager avec 14 autres personnes pendant plus d'un mois. Les passeurs les informèrent alors que le bateau serait bientôt prêt et qu'il fallait payer le reste du prix. A contrecœur, ils acceptèrent. Deux jours avant Noël, le groupe quitta l'appartement en silence, selon la consigne. Les passeurs avaient fourni aux parents des pilules sédatives, si bien que tous les enfants en bas âge étaient endormis. Seuls les bagages à main étaient autorisés. Sous escorte de police armée, le groupe se rendit au port en autobus.

"Nous avons vu deux embarcations: un bateau de pêche amarré au quai et un navire ancré un peu plus loin. Nous avons pensé que le





© V. KOSTRETSKY

Des demandeurs d'asile dans le centre de détention d'Olaine, en Lettonie, en 1995.

petit bateau de pêche n'était là que pour nous transporter jusqu'au grand navire. Mais non, c'était lui notre bateau, nous dit-on." Arme au poing, "les gardes" les forcèrent à embarquer sous le regard des officiers de police restés dans les voitures. "Le bateau faisait 15 mètres de long; 150 personnes étaient cachées dans la cale. Nous avions pour unique instrument de navigation un compas à main. Comme la batterie du bateau était à plat, nous avons utilisé celle d'un des bus pour démarrer. Mais moi, je savais qu'il était extrêmement dangereux de prendre la mer dans de telles conditions", explique notre ancien capitaine.

A cette époque de l'année, le soleil se couche à trois heures de l'après-midi. Les jours sont donc très courts et la température tombe souvent au-dessous de zéro degré Celsius. Mis à part Ahmad Ibrahim, le seul autre marin à bord était un homme parlant russe, engagé par les contrebandiers, qui se mit à boire du cognac dès son arrivée sur le bateau. "A peine étions-nous sortis du port que les vagues firent tanguer notre embarcation. Le vent gagna en force au cours de la

matinée. Nous avions le mal de mer et nous étions terrorisés", poursuit Ahmad.

Dans la soirée, voyant les lumières d'un navire passant à proximité, ils tentèrent d'attirer son attention en mettant le feu à un paquet de vêtements, mais en vain. "J'ai expliqué à l'homme qui tenait la barre que notre seule chance d'en sortir était de suivre ce navire mais il allait trop vite et nous avons fini par le perdre de vue. Par chance, nous avons aperçu la lueur d'un phare. Nous avons mis le cap dessus jusqu'à ce qu'une secousse nous arrête. Nous avons accosté sur une plage."

On envoya à terre une personne qui parlait russe pour acheter de quoi manger. Elle revint avec la police et des soldats. Le bateau avait échoué en Estonie. Malgré leurs protestations, les voyageurs n'eurent pas le choix : deux autobus les ramènerent rapidement en Lettonie, où on les envoya dans ce qui ressemblait à une caserne militaire. Il n'y avait pas de lit, presque pas d'eau et les toilettes étaient rudimentaires. Les repas se composaient de viande en boîte dont la date limite de consom-

mation était dépassée. Les enfants eurent des poussées de boutons mais aucun docteur ne vint. On nous donna seulement une pommade à l'oxyde de zinc. "L'atmosphère était tendue. Nous étions nerveux, effrayés et inquiets de savoir ce que nous allions devenir."

Le 1<sup>er</sup> février les baraquements furent encerclés sans prévenir par une sorte de commando policier ou militaire. Les hommes furent alignés contre un mur. Tout fut fouillé. Cigarettes, argent, montres et autres objets de valeur disparurent. Selon un officier de police, nous allions être libérés. Nous devions avoir quitté la Lettonie dans trois jours. Où devions nous aller ? "Ça, c'est le problème des passeurs", a-t-il répondu.

L'odyssée devint alors un vrai cauchemar. Les contrebandiers prirent à nouveau contact avec eux, affirmant qu'ils avaient payé pour leur libération et que, maintenant, ils avaient besoin d'argent pour louer une nouvelle embarcation, en l'occurrence un bateau frigorifique nommé "Unda". Alors que nous étions sur le point d'embarquer sur "Unda" et que, cette fois, la mafia russe n'était

► pas présente, la police fit irruption sur les lieux: "Comment? Pas de papiers! Vous n'irez nulle part!"

On les conduisit au poste de police et, le jour suivant, dans un camp militaire où on sépara les hommes des femmes et des enfants. "Les officiers buvaient, nous frappaient, nous laissaient nus dehors, dans le froid. C'était terrible. Je ne veux pas en parler", avoue Ahmad. Enfin, on lui apprit que les passeurs n'avaient, en fait, pas payé le bateau et que, par conséquent, tout le monde devait payer 30 dollars. Au total, on leur extorqua 780 dollars.

Le lendemain, on emmena les hommes célibataires. Le HCR apprit plus tard que certains d'entre eux durent, sous la menace du revolver, entrer au Bélarus où on leur donna à manger avant de les renvoyer en Lettonie.

Finalement, on mit les familles dans ce qui allait devenir "le train du désespoir". Pendant deux semaines, le convoi fit le va-et-vient entre la Russie (Kaliningrad) et la Lettonie. La nourriture et les conditions d'hygiène étaient aussi précaires que dans le camp. En outre, les mauvais traitements se poursuivaient.

Le HCR s'indigna publiquement et exigea que cette partie de "ping-pong" inhumaine cesse immédiatement. C'est ainsi que les demandeurs d'asile furent envoyés à Olaine, une ville située à proximité de Riga. Les conditions de vie ne s'améliorèrent pas. Plus de 100 personnes partageaient une pièce de 18 x 12 mètres, avec un seul sanitaire et seulement de l'eau froide.

"Au travers de CARITAS, nous avons pu fournir une assistance humanitaire de base et nous n'avons cessé de dénoncer les conditions de détention auprès des autorités lettonnes. Les demandeurs d'asile ne sont pas des criminels. Ils n'ont pas à être emprisonnés", explique Hans Thoolen, délégué régional du HCR chargé des pays baltes et nordiques.

Ma première visite à Olaine en tant que responsable du HCR chargé de l'information remonte à juin 1995, mais nous rencontrions, comme Caritas, des difficultés constan-

tes pour nous rendre auprès des détenus.

A ce moment, les demandeurs d'asile vivaient moins à l'étroit, mais les conditions de vie étaient toujours aussi déplorables. Ils étaient nerveux et désespérés. "Nous nous sentions de plus en plus seuls. Nous avions le sentiment que personne ne pouvait nous aider, explique Muntah Kalaf. Ainsi, pour attirer l'attention sur notre cas, nous avons commencé une grève de la faim."

En septembre, à la demande des autorités, la police spéciale est venue mettre un terme à cette grève.

---

### Finalement, on mit les familles dans ce qui allait devenir "le train du désespoir"

---

Au cours de l'opération, les grévistes, des femmes et des enfants ont reçu des coups.

Dix-huit hommes, dont Ahmad Ibrahim, son frère et son fils aîné, ainsi que trois femmes, dont Muntah Kalaf, ont été transférés dans d'autres prisons. "Ils m'ont enfermée avec des criminels, mais ce n'était pas le plus dur. En fait, j'étais terriblement inquiète au sujet de mes enfants restés à Olaine. Je pleurais presque tout le temps", avoue Muntah. Au bout de 13 jours, on l'a autorisée à rejoindre Olaine. Les autres sont aussi revenus après plusieurs semaines.

En janvier 1996, les conditions de vie des détenus s'étaient nettement améliorées. En effet, la Suède avait fait don du surplus de mobilier puisé dans le stock qu'elle réservait à

son centre d'accueil pour réfugiés. L'accès du HCR au centre de détention s'améliora sensiblement et des journalistes et responsables officiels en provenance des pays nordiques se rendirent à Olaine.

Cependant, les problèmes liés aux locaux surpeuplés persistaient. Les demandeurs d'asile restaient en prison sans même avoir été conduits devant un tribunal car d'après la législation lettonne, leur situation juridique était la suivante: "immigrants illégaux".

Avec l'aide du HCR, Ibrahim accepta de contester la légalité de sa détention. Le HCR paya son avocat. L'impact sur les médias fut considérable, particulièrement à la suite de la visite de journalistes lettons qui participaient à un séminaire sur les médias organisé par le HCR.

La procédure judiciaire semblait suivre son cours, lorsqu'Ahmad décida soudainement de retirer sa plainte. A ce moment, il se trouvait séparé de sa famille. Aujourd'hui en sécurité en Suède, il avoue qu'il céda aux pressions exercées par la police de l'immigration.

En août 1996, le HCR, en collaboration avec les autorités lettonnes, rencontra les demandeurs d'asile emprisonnés à Olaine afin de déterminer si oui ou non il y avait lieu de leur accorder le statut de réfugié. Il apparut que la plupart des Iraquiens pouvaient prétendre à ce statut.

En conséquence et dans les limites de leurs quotas, les pays nordiques acceptèrent la réinstallation de ces réfugiés sur leurs territoires. Ainsi, lorsqu'en décembre 1996, un projet de loi sur le statut des réfugiés fut présenté au Conseil des ministres de la Lettonie, les pays nordiques concernés acceptèrent le transfert des personnes détenues à Olaine.

Tout rentra dans l'ordre un peu avant le Nouvel An. Aujourd'hui, lorsqu'on demande à Ahmad Ibrahim s'il serait prêt à revivre une telle expérience, il répond "oui" sans hésiter. "Celui qui a peur de mourir n'a pas vraiment le choix, vous savez... Alors oui, nous repasserions par tout cela si nous y étions obligés."

# De Jaffna à Varsovie, par hasard

*Rasaratham Suresh a parcouru des milliers de kilomètres pour s'installer dans un pays dont il connaissait à peine le nom. L'histoire de ce jeune Tamoul de 31 ans originaire de Jaffna, au Sri Lanka, montre les ravages provoqués par les conflits politiques et la crise économique, et le périple parfois inattendu des réfugiés.*

Propos recueillis par Jakub Boratynski

Puis-je vous servir ?  
Du travail pour Rasaratham Suresh,  
réfugié en Pologne.



Le centre d'accueil de réfugiés de Debak, près de Varsovie, est presque désert en cette froide matinée de février. La veille, un fort contingent de Somaliens a été transporté dans un autre centre, dans le sud de la Pologne. Aujourd'hui, Rasaratham Suresh n'est donc pas trop occupé. Il n'y a pas foule devant le petit kiosque où il vend des cigarettes, des friandises et de la bière. Nous profitons de cet instant de quiétude pour bavarder, accoudés à une vieille table en bois.

Le jeune homme est arrivé en automne dernier dans un pays qu'il aurait eu des difficultés à localiser sur une carte. Il est ingénieur en électronique, diplômé de l'université de Colombo. Après ses études, il a épousé Kalevani, qu'il aimait depuis ses années de lycée, et qui enseignait le *Bharatha Natiyam*, une danse indienne traditionnelle.

Rasaratham a toujours eu des ambitions modestes : vivre paisiblement, travailler, être heureux, fonder un foyer. Il a pris au sérieux le conseil de son père, ancien militant politique : "Pour les Tamouls, ce n'est jamais facile. Alors, étudie d'arrache-pied et trouve-toi un bon boulot." Mais le destin en a décidé autrement...

"Les ennuis ont commencé quand j'ai cherché mon premier emploi, se souvient-il. Partout où je me présentais, on me claquait la porte au nez dès qu'on apprenait que j'étais tamoul. J'étais automatiquement soupçonné d'être un sympathisant des Tigres tamouls, les séparatistes du nord du Sri Lanka."

Comme beaucoup de Sri-Lankais de sa génération, le jeune ingénieur doit se résoudre à aller travailler dans le Golfe persique. Mais des ▶

---

Stupéfaction  
à l'arrivée :  
le jeune exilé  
croyait débarquer  
à Zurich.  
Il se retrouva  
à Moscou.

---

► nouvelles alarmantes lui parviennent de Jaffna, et il rentre chez lui pour être avec ses proches. En octobre 1991, sa maison est la cible d'un attentat à la bombe. Par miracle, Kalevani, qui s'affaire dans la cuisine à ce moment-là, n'est pas touchée. "Avant, nous étions harcelés, mais au moins nous pouvions vivre chez nous. Quand ils ont détruit ma maison, j'ai vraiment eu l'impression de devenir un réfugié. Nous avons commencé à errer à la recherche d'un endroit sûr, en essayant d'éviter les lignes de front."

En juin 1994, Rasaratham tombe sur un barrage policier. Il est arrêté et détenu pendant quinze jours. Sa famille doit verser l'équivalent de 1000 dollars pour sa libération, mais il est de nouveau arrêté en août 1995 dans des circonstances analogues. En tant que jeune Tamoul, il est fatalement appelé à avoir des problèmes soit avec le pouvoir, soit avec les Tigres à la recherche de combattants. "Mais moi je ne voulais ni travailler pour le gouvernement ni rejoindre les rebelles tamouls", explique-t-il simplement.

"Ma fille a eu les tympanes très endommagés par les bombardements, et j'avais vraiment peur pour elle." C'est finalement ce qui l'a décidé à quitter le Sri Lanka. Un passeur clandestin de Colombo, qui se disait "agent de voyages" lui a demandé 20 000 dollars pour le faire partir. C'est son frère, employé dans un restaurant de Saint-Gall, en Suisse, qui a payé. Toutes ses économies y sont passées.

A partir de là, tout est allé très vite. Rasaratham se souvient du trajet en taxi jusqu'à l'aéroport, du comptoir où il a présenté son passeport tout neuf et son billet. "Le type m'avait dit que tout était en ordre et que je pouvais partir sans crainte", raconte-t-il d'une voix encore vibrante d'indignation. "Je ne m'inquiétais pas. J'étais persuadé que j'allais rejoindre mon frère en Suisse." Mais stupéfaction à l'arrivée. Le jeune exilé croyait débarquer à Zurich : il se retrouvait à Moscou. "Un Russe qui parlait un peu anglais m'a immédiatement délesté du reste de mon argent. Il m'a emmené

dans une maison quelque part à la périphérie de Moscou. J'y suis resté enfermé cinq jours. Puis on est venu me chercher en voiture. Après un trajet d'une journée et demie, on m'a déposé devant une énorme maison. A l'intérieur se trouvaient déjà plusieurs dizaines de Sri-Lankais, d'Indiens et de Bangladais."

"On vivait serrés comme des sardines, soupire-t-il. Un type nous apportait de l'eau et quelques biscuits. Les paquets portaient la mention *made in Poland*. C'est comme ça que j'ai compris où je me trouvais."

C'est la police polonaise qui a amené Rasaratham au centre d'accueil de Debak. "Les trois premiers mois, je n'avais rien à faire, à part dormir et manger. C'était déprimant." Le jeune homme parle avec reconnaissance de madame Ania, l'une des assistantes sociales du centre, qui lui a demandé de s'occuper du petit kiosque de vente. Il gagne aujourd'hui 200 zlotys par mois (environ 70 dollars) – et au moins il s'occupe.

Sa femme et sa fille Anushika viennent de le rejoindre. "Ici, la petite sourit à tout le monde et elle n'arrête pas de danser. Forcément, on n'entend plus les bombes et les armes automatiques !"

Envisage-t-il un jour de rentrer dans son pays ? La réponse fuse : "Bien sûr ! Le Sri Lanka c'est chez moi, et j'y retournerai. Nous avons encore 25 hectares de terres qui se trouvent actuellement dans une zone de combats." Croyez-vous que si notre pays était en paix nous aurions des problèmes financiers ?

En attendant, Rasaratham s'occupe de son avenir immédiat. Un homme d'affaires polonais lui a offert du travail. Et madame Ania lui a suggéré de demander la validation de son diplôme d'ingénieur en Pologne. Comme les Sri-Lankais sont aujourd'hui plus nombreux à s'installer en Pologne, sa femme pourrait peut-être donner des cours de danse.

"Je sais que la plupart des demandeurs d'asile ne rêvent que d'aller en Europe occidentale. Alors bien sûr ils sont frustrés. Mais ce n'est pas du tout mon cas !" A voir son sourire, on le croit sans peine.

# Koprivna : lueur d'espoir pour un village coupé en deux

*Koprivna se trouve à mi-chemin entre Prijedor et Sanski Most, au milieu des collines de Bosnie occidentale. C'est un village ordinaire que rien ne distingue de ceux de la région. A un détail près : il est coupé en deux par la ligne de séparation interethnique. En fait, la ligne passe au beau milieu de l'étroite rue principale : sur un trottoir, on est en Republika Srpska, et sur le trottoir d'en face, on se trouve dans la Fédération.*

*Koprivna était depuis toujours un village à majorité serbe. Aujourd'hui, la plupart des 300 maisons situées du côté serbe de la ligne de séparation sont vides. Les propriétaires se sont repliés en Republika Srpska. Pourtant, certains sont revenus, et Koprivna a même été le premier village de Bosnie à avoir accueilli des minorités parties de l'autre côté de la ligne de séparation et revenues spontanément. Le mouvement s'est amorcé dès que l'IFOR s'est déployée dans la région, en février 1996. Depuis, douze familles comptant au total une trentaine de personnes – toutes serbes – se sont réinstallées ici. Elles nous racontent leur vie difficile, les brimades, les violences aussi parfois, mais surtout leur foi en l'avenir.*

**N**ous sommes chez Bozo Knezevic. L'homme a la cinquantaine. Il est rentré avec sa femme et sa belle-mère il y a exactement un an. Sa maison se trouve aux confins du village, dans la Fédération, à deux kilomètres de la ligne de séparation. Seules quatre familles ont réintégré le quartier. "Oui, c'était courageux à nous de revenir, confie-t-il. Mais

Propos recueillis par Mans Nyberg

nous devons le faire. Nous n'en pouvions plus d'être des réfugiés." Des problèmes ? Pas vraiment, mais quatre rapatriés qui vivent tout près de chez lui ont été agressés par des inconnus l'été dernier. Et un autre voisin s'est fait voler son tracteur. Malgré ces incidents, de nombreux autres Serbes comptent rentrer ce printemps.

Alors que nous bavardons dans la cuisine, un policier entre, suivi d'un fonctionnaire de Sanski Most qui recense les rapatriés ayant droit à l'aide humanitaire. La belle-mère de M. Knezevic signale que quelqu'un est arrivé dans le village une heure plus tôt et a commencé à poser des questions bizarres et à tenir des propos menaçants. Le policier promet qu'il va enquêter. Pour autant que nous puissions en juger, la confiance semble régner entre les rapatriés et la police.

Mais d'autres rapatriés ont plus de difficultés. C'est le cas des frères Milanovic – Mirko et Luka, deux robustes sexagénaires aux traits buri-

nés. La maison qu'ils occupent appartient à un Serbe parti à Prijedor. Les deux frères sont revenus à Koprivna en février dernier. Ils se sont réinstallés dans leur maison à quelques kilomètres de là, sur la route de Sanski Most. Ils ont commencé à la réparer mais le harcèlement a vite atteint de telles proportions qu'ils ont été obligés de se réfugier sans la petite maison où ils vivent aujourd'hui.

"Les gens venaient nous menacer jusque chez nous. On a tiré dans notre porte. On nous a tout volé. Maintenant il ne reste rien là-bas, même pas de carreaux aux fenêtres", soupire Luka. Certes, il s'est plaint à la police, mais personne n'a été arrêté. Maintenant, il s'apprête à semer son champ, mais il ne se voit pas retourner dans sa maison. "L'idéal serait que cette zone soit échangée et que nous soyons en Republika Srpska", déclare-t-il.

Koprivna est comme d'innombrables autres localités de Bosnie – déserte et silencieuse, avec des rangées de maisons vides aux portes et aux fenêtres arrachées. Mais l'espoir n'est pas tout à fait perdu. Une partie de la population est revenue. Elle semble bien décidée à rester, et d'autres déplacés ont annoncé leur intention de rentrer. La mosaïque ethnique semble timidement se reconstruire dans ce petit coin de Bosnie. Comme le résume un rapatrié : "Pour nous, il n'y a pas d'autre solution que de rester, même sur le territoire de la Fédération. Notre vie est ici."

# La tragédie à nos portes

Témoignage recueilli par Giuseppe Lococo  
 Coordonnateur juridique  
 Conseil italien pour les réfugiés

**J**e suis tzigane. Je n'ai que 45 ans, mais je fais beaucoup plus. Les cinq années que je viens de vivre m'ont vieillie prématurément.

Avant, je vivais avec les miens dans une petite maison à Foca, et mon pays s'appelait alors la Yougoslavie. Mais en 1992, par une froide nuit d'automne, mon monde a basculé. Je me rappelle seulement que mon mari m'a dit de me lever et de préparer les enfants, car sinon nous nous sommes enfuis de notre village.

En 1993, j'ai été grièvement blessée à la tête et depuis j'ai de terribles trous de mémoire, mais je n'oublierai jamais cette nuit-là, le vacarme des mitraillettes et les cris de tous ces gens qui couraient éperdument dans tous les sens. Nous avons été rejoints dans notre fuite par quelques autres villageois avec qui nous avons marché jusqu'à l'aube. Enfin, à bout de forces, nous nous sommes arrêtés dans un village. Des soldats nous ont hébergés pendant trois ou quatre jours avant de nous emmener en camion à Sarajevo, où nous avons vécu chez des parents de mon mari. Nous étions onze dans une maison minuscule, mais nous étions en sécurité, et tous ensemble !

Le 16 mars 1993, alors que nous rentrions du marché où nous avons réussi à dénicher quelques fruits et une livre de pain, j'ai entendu une rafale de mitraillette derrière moi, puis plus rien. Je me suis retournée et j'ai vu mon mari gisant dans une mare de sang. C'est ma dernière image de lui. Quelques secondes ou quelques minutes plus tard – mais j'ai perdu la notion du temps – j'ai ressenti une vive douleur à la tête et je suis tombée dans un gouffre noir. Je me suis réveillée à l'hôpital. J'étais

persuadée d'être déjà morte. On m'a dit que j'avais été atteinte par une balle perdue, mais moi je suis sûre que c'était un tireur embusqué.

Je suis sortie de l'hôpital dix jours plus tard, contre l'avis des médecins. Je voulais tellement retrouver mes enfants ! En un instant, j'avais perdu ce que deux ans de guerre n'avaient pas réussi à m'ôter : mon mari et ma joie de vivre. Pourtant, l'existence a continué. Mes enfants et moi, nous avons eu froid et faim. L'hiver, j'essayais de trouver des vieux pneus dans les rues pour chauffer notre chambre, mais même là il y avait pénurie.

J'ai tenu bon aussi longtemps que j'ai pu. Finalement, en 1996, je me suis exilée en Italie. J'habite maintenant dans ce qu'on appelle un "camp" pour Tziganes, car je ne peux pas aller ailleurs. Les gens me traitent de *zingara* et quand je les croise, ils s'écartent de moi avec un air hautain et méprisant. Je voudrais bien régulariser ma situation, mais il faut faire toutes sortes de démarches compliquées auxquelles je ne comprends rien, de sorte que j'ai les plus grandes difficultés à obtenir des papiers. Je vis dans une fourgonnette, comme tant d'autres pauvres gens dans mon cas. Mais je suis en vie.

La situation ici est loin d'être rose, mais je ne me plains pas. Je n'oublie pas qu'à quelques centaines de kilomètres à peine d'ici j'ai eu faim, j'ai eu peur et j'ai eu froid. Au moins, je ne vis plus dans l'angoisse perpétuelle de voir mes enfants tués par un tireur isolé ou une mine antipersonnel.

J'aurais encore beaucoup de choses à raconter sur la guerre, sur mon combat quotidien pour survivre. Mais vu d'ici, tout cela semble absurde. Tellement absurde même que j'ai du mal à croire que j'ai vraiment vécu tout ça.



Un campement  
 de Tziganes, en Italie.

De 1993 à 1996, le Conseil italien pour les réfugiés a recensé les ressortissants ex-yougoslaves réfugiés "de fait" à Turin, Padoue, Vigonza, Florence, Milan, Venise, Rome et Bologne. Les statistiques révèlent qu'il y a un fort pourcentage de Tziganes parmi les réfugiés. En juin 1996, la ville de Rome a demandé au Conseil italien pour les réfugiés et au Consortium de la solidarité de chiffrer la population ex-yougoslave réfugiée dans la capitale italienne et de lui apporter une aide juridique et sociale.

# Une famille anéantie

**M**a femme était infirmière et, comme elle adorait son métier, elle a voulu continuer à travailler après notre mariage. Je n'y voyais pas d'inconvénient : j'avais mon commerce, elle était heureuse de s'occuper de ses malades, et sa joie de vivre illuminait notre foyer.

Un beau matin, elle m'a annoncé qu'elle était enceinte. Nous étions fous de bonheur tous les deux. L'Algérie était en pleine tourmente, mais nous étions heureux et tout cela nous semblait si loin ! Pour nous, la vie était belle. Jusqu'à ce jour fatal...

Ce matin-là, devant l'hôpital où elle travaillait, ma femme a été accostée par deux inconnus qui lui ont demandé de les accompagner immédiatement jusqu'à une cache pour soigner des blessés. Ma femme a pris peur. Complètement paniquée, elle a expliqué aux deux hommes qu'elle attendait un enfant et qu'elle ne pouvait les suivre. Ils ont insisté, mais devant sa résistance, ils sont finalement partis.

Ma femme m'a téléphoné aussitôt pour me raconter sa mésaventure. Mais le soir même, elle disparaissait en rentrant du travail.

Les heures ont passé, interminables. J'étais rongé d'inquiétude. J'ai prié de toutes mes forces. Je suis resté quatre longs et terribles jours sans aucune nouvelle. Puis la police m'a téléphoné. Ma femme avait été enlevée. Et on l'avait retrouvée. Morte. La gorge tranchée.

Quelques jours plus tard, je trouvais en arrivant à mon magasin un petit mot où l'on me "conseillait" de verser une forte somme d'argent pour éviter des "ennuis". J'ai fait la sourde oreille. Peu après, mon commerce brûlait entièrement. Incendie criminel. J'ai compris que, moi aussi, j'étais en danger.

J'aime l'Algérie. J'aime les gens qui y vivent. Je n'avais jamais envi-

---

Un Algérien réfugié à Malte

---

sagé de quitter mon pays. Mais j'avais tout perdu, ma femme et mon gagne-pain. Je devais au moins sauver ma peau.

J'ignorais à peu près tout sur Malte. Mais j'étais menacé, et quand on m'a dit que je pouvais me réfugier dans cette île méditerranéenne, j'ai décidé de tenter ma chance.

Une fois à Malte, j'ai été contacté par la Commission des immigrants, une organisation non gouvernementale qui représente également le HCR à Malte. J'ai demandé le statut de réfugié. Ma requête a été transmise au HCR. Malte est un petit pays, mais un petit pays au grand cœur. Il y a à

---

**Malte est un petit pays,  
mais un petit pays au grand cœur.  
J'ai commencé à voir la lumière  
au bout du tunnel.**

---

la section humanitaire de la Commission des hommes et des femmes incroyablement généreux, toujours prêts à écouter, comprendre et aider de leur mieux les demandeurs d'asile et les réfugiés. Ils m'ont prodigué toute l'aide et le soutien nécessaires.

J'ai commencé à voir la lumière au bout du tunnel. J'ai été soulagé d'apprendre que le HCR m'avait accordé le statut de réfugié. La protection et l'assistance de cette organisation me seront précieux. Je sais maintenant que je peux sans inquiétude vivre temporairement à Malte.

Quand j'ai appris que le HCR me prenait sous sa protection, j'ai voulu contacter mon père (j'ai perdu ma mère il y a dix ans) et mes deux frères pour les rassurer. Mais un autre

choc m'attendait. Ils avaient disparu eux aussi. Aujourd'hui encore, je ne sais ni où ils sont, ni ce qui leur est arrivé. J'ai perdu leur trace.

On comprend bien dès que l'on arrive à Malte que le pays est tout petit et ne peut donc offrir une réinstallation définitive aux réfugiés. Mais le gouvernement maltais nous accorde la gratuité des soins médicaux (et la scolarité gratuite pour les enfants). Les réfugiés ne peuvent toutefois pas obtenir de permis de travail, même si beaucoup trouvent ce qu'on appelle pudiquement ici des emplois "non-officiels".

Quoi qu'il en soit, j'ai trouvé à Malte ce dont j'avais besoin par-dessus tout : amitié, solidarité et soutien.

# Oublier le cauchemar libérien

Propos recueillis par Cynthia Jikpamu

*Grace Kerkula  
commence enfin à oublier  
le cauchemar  
qu'elle a vécu.*

*En quelques années,  
cette jeune fille de 16 ans  
a vu son pays, le Libéria,  
se transformer en  
une sorte de far west  
hallucinant livré à  
des gamins armés de fusils-  
mitrailleurs.  
Puis la guerre civile est  
arrivée à sa porte.*

“**J**e vivais à Monrovia, la capitale. Je me croyais à l'abri. Mais l'année dernière, la folie des massacres et des pillages a gagné la ville. Un jour, quelques jeunes ont fait irruption chez nous. Ils nous ont fait sortir de force en menaçant plusieurs fois de nous tuer. Puis ils ont entièrement vidé notre maison sous nos yeux. Ils ont tout entassé dans la voiture de mon père qui assistait impuissant au désastre, et ils sont partis. Nous n'avions plus rien.”

Les Kerkula, qui avaient résisté contre vents et marées à six années de désordre et d'insécurité, décidèrent que cette fois c'en était trop et qu'il fallait quitter le pays. Mais encore fallait-il arriver jusqu'au port de Monrovia, distant seulement de quelques kilomètres. Le trajet, qui leur prit une bonne demi-journée, fut un véritable parcours du combattant parsemé de pillards imprévisibles et de barrages tenus par des Rambos à la gâchette nerveuse. Et si les rues étaient livrées aux bandes armées, le port avait déjà sombré dans le chaos.

Au quai, un seul navire, le Bulk Challenge, pris d'assaut par des hordes de Libériens terrifiés. “Embarquer était une question de vie ou de mort, raconte Grace. C'était affreux. Des grappes humaines se hissaient sur les bastinguages, et les membres de l'équipage couraient dans tous les sens pour les repousser sans ménagement. Je ne sais pas comment je suis finalement montée à bord. Ce n'est que plus tard que j'ai réalisé que ma mère n'était pas

avec moi. Depuis, j'ai perdu sa trace. Je ne sais même pas si elle est encore en vie.”

Le Bulk Challenge a fini par lever l'ancre, mais la vie à bord était encore pire à certains égards que dans les rues de Monrovia. Le navire était tellement bondé que les passagers devaient littéralement dormir les uns sur les autres. Il n'y avait pratiquement ni eau ni nourriture. Et, comme tous les ports de la région refusaient les uns après les autres de le laisser accoster, le Bulk Challenge, qui commençait dangereusement à prendre de l'eau, errait sans but avec sa cargaison humaine.

Devant l'émotion suscitée par cette affaire dans le monde entier, le Ghana consentit finalement à laisser les réfugiés débarquer à Takoradi. Après les premières formalités d'enregistrement, Grace fut emmenée au camp de Senzule, dans l'ouest du Ghana. Et là, enfin, la chance commença à lui sourire.

Car elle entendit parler du Fonds du HCR pour l'éducation des réfugiés africains, créé en juin 1996 par le Haut Commissaire Sadako Ogata afin de donner des bourses aux lycéens particulièrement méritants. Le HCR a pu financer ce projet grâce aux 800 000 francs français du Prix Houphouët-Boigny pour la Paix attribué en 1995 à Madame Ogata et à son personnel en reconnaissance de leur action en faveur des réfugiés et de la paix dans le monde. La plupart des jeunes réfugiés ont en effet désespérément envie d'aller à l'école. Grace fait partie de la poignée de garçons et de filles qui, à force de persévérance et de démarches administratives, ont réussi à remplir un formulaire de demande et à obtenir une bourse.

Aujourd'hui, elle est inscrite à la Top Ridge School de Takoradi, le port où elle a trouvé asile. “Mon rêve, c'est de devenir infirmière”, confie-t-elle. Avec sa bourse, un peu de chance et sa volonté farouche de surmonter tous les obstacles, elle est bien partie pour le réaliser.



# Ouganda terre d'asile

*Alors que la politique d'asile montre des signes de faiblesse de plus en plus nombreux partout ailleurs dans le monde, l'Ouganda non seulement accueille des réfugiés, mais les aide à recommencer leur vie. Des zones d'installation ont été ouvertes afin de permettre aux nouveaux arrivants de se construire une maison et de cultiver la terre. Les bénéficiaires directs sont quelque 230 000 Soudanais réfugiés en Ouganda à cause d'une guerre civile qui n'en finit pas. Des gens comme Moses Taban et Lilian Juwaa.*

Propos recueillis par Wendy Rappoport

**L**a famille de Moses a récemment été transférée d'un camp de transit vers la zone d'installation de réfugiés de Maaji, dans le nord de l'Ouganda. Elle a reçu une ration de nourriture d'un mois, des bâches en plastique pour s'abriter, une batterie de cuisine, ainsi qu'un terrain pour construire une maison et cultiver. Moses, 17 ans, est assis devant la hutte nouvellement construite de sa mère. Depuis son bout de terrain, il regarde le paysage: une petite colline, puis, par delà la brousse rase et desséchée, le Nil, étincelant dans la chaleur de l'après-midi. Il raconte son histoire :

“La guerre a commencé en 1987. J'ai quitté Kajo Keji, au Soudan, lorsque j'avais 10 ans, il y a sept ans. Il ne faisait pas bon rester là-bas. Les soldats frappaient les gens pour rien. Nous ne savons pas pourquoi. S'ils avaient besoin de nourriture, nous la leur donnions. En 1994, nous avons décidé de partir.

“Nous sommes venus en Ouganda à pied. Il y avait mon père, ma mère, mes quatre frères et ma sœur.

Nous avons traversé une épaisse forêt et atteint la ville de Moyo. Le HCR nous a donné des vêtements et nous sommes restés là un mois. Comme la ville se trouvait à la frontière soudanaise, nous sommes retournés chez nous pour récupérer ce qui nous restait de nourriture et d'effets personnels, puis nous sommes revenus à Moyo.

“Au bout d'un mois, on nous a emmenés au camp de transit de Oliji. Nous avons reçu des couvertures, des casseroles et de la nourriture. Il y avait un centre de santé tenu par Médecins Sans Frontières, des puits qui nous procuraient de l'eau et des maisons pour nous abriter. Nous nous y sentions en sécurité et en février nous avons déménagé à Maaji avec le premier groupe de réfugiés auxquels on allait donner des terrains de 0,3 hectares.

Nous sommes là depuis un mois. Mes frères et moi avons construit une maison pour notre mère. Nous n'avons pas encore creusé les latrines, car nous attendons que le responsable sanitaire nous dise où les mettre. Action internationale contre la faim (AICF) nous distribue de la nourriture jusqu'à ce que nous ayons récolté ce que nous avons planté. Je vais aussi à l'école. Comme je ne sais pas si nous rentrerons un jour au Soudan, nous devons essayer de faire notre vie ici.”



© W. RAPPEPORT

*Lilian Juwaa, veuve et mère de cinq enfants, vient aussi de Kajo Keji. Elle a quitté le Soudan en 1993:*

“**J**’habitais le village de Kinyeba. Un jour, nous avons entendu des coups de feu. J’ai fui avec mon mari parce que l’Armée populaire soudanaise de libération avait arrêté le chef du village. Les soldats forçaient les hommes à rejoindre leurs rangs. Nos habitations ont été mises à sac par les troupes gouvernementales et nos possessions volées par les soldats de l’Armée populaire. On nous a dit que des femmes avaient été violées. J’avais peur qu’il m’arrive la même chose.

“Le voyage vers l’Ouganda dura deux jours. Nous marchions, mon mari et moi, à travers une brousse épaisse, transportant nos plus petits enfants sur notre dos. On est d’abord arrivés à Moyo, puis à Pakelle avant d’être emmenés au centre de transit de Ogujebe. Mon mari était malade; il est mort peu après notre arrivée, alors que j’étais enceinte depuis un mois de mon cinquième enfant.

“Aujourd’hui, nous sommes à Maaji. On m’a donné un bout de terre à cultiver. Mes enfants vont à l’école. Nous attendons la saison des pluies pour commencer à planter un peu de maïs et des légumes.”

Moses et Lilian sont satisfaits et reconnaissants envers les Ougandais qui leur ont permis d’être autonomes. Mais, comme la plupart des réfugiés, ils se languissent de rentrer dans leur pays. Pour eux, la vie agréable dont ils jouissent aujourd’hui n’est qu’une étape vers un éventuel retour au foyer, un retour qui, espèrent-ils, viendra bientôt.

Un havre de paix pour Lilian Juwaa et ses enfants.



© T. DERRICK

L'équipe du MB Hot Spurs team au grand complet.

## Foot sans frontières

---

 Propos recueillis par Yusuf Hassan Abdi
 

---

C'est l'heure de réunir l'équipe. Aujourd'hui les Hot Spurs de Marconi Beam jouent à Malmesbury, à une soixantaine de kilomètres du Cap. Manoel de Silva parcourt en claudiquant les ruelles poussiéreuses du village pour battre le rappel de sa petite troupe. Il se déplace avec une telle agilité qu'on oublierait presque son handicap. Sans Manoel, ils traîneraient probablement dans les rues à la recherche de quelque petite bêtise à faire.

Simao Antonio, le capitaine, est un gaillard de 23 ans qui arbore une magnifique coiffure rasta. Il est né en Angola, dans la province de Malanje. A treize ans, il a perdu son père, mort à la guerre. Il est alors

parti dans la capitale angolaise, Luanda, puis s'est enfui en Afrique du Sud pour échapper à la conscription.

Mario Santos, 24 ans, est le meilleur attaquant de l'équipe. La saison dernière, il a marqué à lui seul 21 buts. Il a lui aussi quitté l'Angola à cause de la mobilisation. Il a vu beaucoup de ses camarades pris dans des rafles par des recruteurs de l'armée. On ne les a jamais revus. Alors il s'est dit : vous ne m'aurez pas. Et il est parti. "La décision n'a pas été facile, et le voyage pour venir en Afrique du Sud non plus ! sourit-il. Mais je ne voulais pas être embrigadé et tuer des gens." Et, joignant le geste à la parole, il bondit sur le ballon et le fait virevolter

avec une adresse confondante, à la grande joie des spectateurs.

Shepstone Basimane est le manager sud-africain des Hot Spurs. Dès qu'il a vu les jeunes Angolais en action, il a flairé l'équipe prometteuse. Ce qui l'a le plus étonné chez ses poulains? Leur jeu. "Leur style est original et éblouissant. C'est un vrai régal de les voir jouer. Ils m'ont tellement plu que, dès la fin du match, je me suis précipité dans les vestiaires pour leur demander de faire partie de la ligue."

Manoel est arrivé en Afrique du Sud en 1993 avec pour seul bagage son sac à dos usé jusqu'à la corde. Comme tous les exilés angolais, Manoel a un passé tragique: "J'habitais à Kitixe, dans la province de Uige. Mais mon village a été totalement détruit par la guerre. J'ai perdu mon père, ma mère, mes oncles, toute ma famille. J'ai souffert dans ma chair, mais j'ai eu la chance de survivre. Quand je suis parti pour Luanda au péril de ma vie, je suis devenu un *deslocado* – une personne déplacée. En 1991, la paix est revenue, mais ça n'a pas duré. A Luanda, l'existence devenait infernale, et c'est alors que je me suis réfugié en Afrique du Sud."

A 33 ans, Manoel a déjà l'air vieux. Ses rides précoces témoignent des épreuves qu'il a traversées. Tout en bavardant, il frappe doucement le sol de sa béquille. Je lui demande ce qui est arrivé à sa jambe droite. Ma question touche visiblement une corde sensible. Il détourne les yeux et, pensif, il regarde fixement l'horizon. "C'est la guerre. Les gens ne savent pas que l'Angola est un pays d'éclopés et d'amputés", lâche-t-il.

Mais son regard s'anime à nouveau quand nous parlons de sa passion. "Le foot, c'est important pour nous. C'est un moyen de détente, un moment de plaisir, une façon d'oublier nos soucis. C'est bon pour notre corps, le moral, et pour l'amitié!"

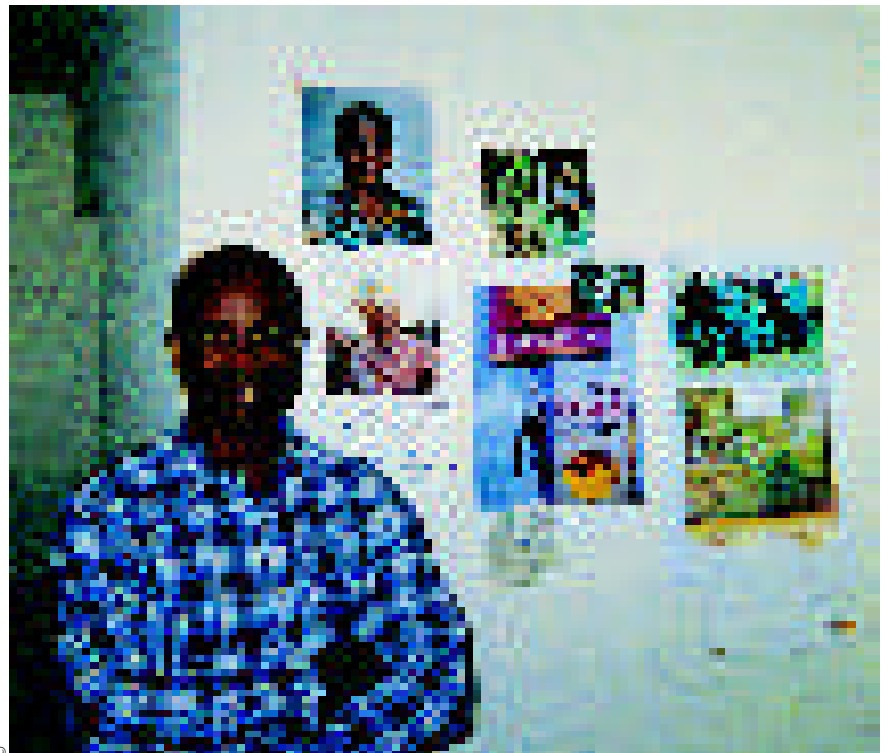
## Une vie toute neuve dans un nouveau pays

*Fegalo Mitee, l'un des dirigeants du mouvement pour la survie du peuple ogoni, a fui le Nigéria après l'exécution, en novembre 1995, de l'écrivain nigérian Ken Saro-Wiwa et de huit autres militants ogonis. Il vit aujourd'hui avec sa famille à Alexandria, en Virginie (Etats-Unis)*

Propos recueillis par Eve Weisberg

**N**ous sommes ici depuis un an. Quand je suis arrivé, je ne connaissais personne – aucun Nigérian, aucun Blanc, aucun Noir, absolument personne. C'était très difficile. Nos mœurs, nos attentes, nos comportements sont si différents ! Mais c'est intéressant: je croyais que l'Amérique était un pays dangereux, et je m'aperçois que ce n'est pas ce que l'on voit à la télévision. Je m'imaginai que les gens étaient égoïstes et indifférents, et j'ai trouvé des hommes et des femmes prêts à m'aider. Il y a beaucoup d'immigrants dans notre quartier. Ils comprennent ce que nous avons vécu. Ma femme ▶

Fegalo Mitee commence une vie nouvelle en Amérique entouré des souvenirs du passé.



---

L'information c'est essentiel.

Or, elle nous a manqué.

C'est pourquoi il nous a fallu tant de temps  
pour nous intégrer.

---

► et moi, nous avons mis un peu de temps à nous habituer, mais petit à petit nous nous intégrons.

Dans mon pays, je dirigeais un département universitaire et un important mouvement associatif, et ici je ne suis plus rien, ou presque. J'ai du mal à m'y faire. J'ai tout perdu, même mes papiers. C'est dur.

A mon arrivée, les responsables des services d'entraide de l'Église luthérienne m'ont trouvé un emploi dans un hôtel. Je devais nettoyer les toilettes, des choses comme ça. C'était au-dessus de mes forces. J'ai une maîtrise d'informatique, et je pensais que dans un grand pays développé comme l'Amérique, je pouvais trouver mieux. Mais les employeurs demandaient des attestations et des documents que je n'avais plus. Qui plus est, je travaille dans un domaine assez sensible où, pour des raisons de sécurité, on n'engage pas le premier venu.

C'était dur pour le moral, mais surtout j'avais une petite fille de cinq mois et un garçonnet de neuf ans. Je devais les nourrir ! Heureusement, j'ai réussi à décrocher un emploi dans une chaîne de magasins spécialisés appelée Radio Shack. Le salaire de base n'est que de 5 dollars de l'heure, mais j'apprends des choses utiles. Dans quelques mois, je serai prêt à passer à l'étape suivante. C'est, je crois, la meilleure stratégie.

Au Nigéria, j'avais créé un mouvement écologiste qui a rapidement pris de l'expansion. Au début, les autorités faisaient comme si nous n'existions pas. Elles pensaient sans

doute que nous ne pouvions pas faire grand-chose. Mais elles n'ont pas vu d'un très bon œil notre popularité grandissante, et elles ont décidé de nous mettre au pas.

Les arrestations ont commencé en 1993. Quand la police est venue me chercher chez moi, j'ai réussi à sauter de la fenêtre du premier étage et à me cacher dans la brousse. Mais mon frère a été arrêté. Vous savez qu'on a fusillé des gens, qu'on a violé et tué des Ogonis et même des non Ogonis. J'ai ainsi perdu plusieurs collègues. C'était pire que tout ce que j'avais imaginé. Aujourd'hui encore, j'ai du mal à en parler. Je suis resté dans la clandestinité pendant une année entière.

Je vivais toujours caché quand ils ont assassiné Ken. Je pensais que ma présence pouvait donner du courage à notre peuple et que je devais rester dans mon pays. Le pouvoir voulait nous réduire au silence parce que nous disions la vérité. Nous espérions montrer à la communauté internationale que nous étions non-violents, que nous luttions pacifiquement pour défendre l'environnement, et qu'elle devait nous protéger. Mais quand ils ont tué Ken et qu'ils se sont mis à nous traquer, nous avons tous décidé de nous enfuir. J'ai pris ma femme et mes enfants, et je leur ai dit : en route pour le Bénin ! mieux vaut être vivants là-bas que morts ici !

J'ai demandé à un de mes frères de vendre nos biens et de nous faire parvenir l'argent. Nous avons voyagé sous des déguisements. Franchir la frontière a été toute une aven-

ture. Nous sommes passés clandestinement, puis nous avons couru jusqu'à un taxi. Nous avons ordonné au chauffeur de nous emmener immédiatement dans une ambassade, mais, hélas, le périmètre était inaccessible.

Quelqu'un nous a conseillé de nous adresser au HCR. C'est ce que nous avons fait. C'était vers la fin de la semaine, un vendredi après-midi je crois, et le bureau était sur le point de fermer pour le week-end. Les gens du HCR nous ont dit de revenir le lundi. Mais quand ils ont vu que nous avions deux jeunes enfants avec nous, ils nous ont laissés entrer. Cette nuit-là, nous avons dormi par terre dans les locaux du HCR. Le personnel nous a beaucoup aidés. Ma fille n'avait que cinq mois. Elle n'allait pas bien, et nous avions peur qu'elle ne survive pas. Nous nous sommes présentés à plusieurs ambassades, et ce sont finalement les États-Unis qui nous ont acceptés.

Le HCR a bien fait son travail. La seule autre chose que vous pourriez faire serait de faire le suivi des gens que vous avez réinstallés. Par exemple, voir où nous en sommes au bout de trois mois, et si on est bien traité dans notre nouveau pays. L'information dans la vie c'est essentiel. Or, elle nous a manqué. C'est pourquoi il nous a fallu tant de temps pour nous intégrer. Mais nous sommes heureux. Nous connaissons maintenant beaucoup de monde. Vous voyez nos meubles ? Cette table, on nous l'a donnée, le téléphone aussi. Nous avons récupéré les chaises près des poubelles.

Beaucoup de gens n'ont aucune idée de ce que vivent les réfugiés, psychologiquement et physiquement. Nous avons perdu tous nos biens, y compris nos papiers, nos rêves, les gens que nous aimions. Imaginez : ceux qui vous étaient si chers ont pris une balle dans la tête. Et vous, vous êtes toujours là. C'est terriblement lourd à porter. Comment ne pas être hanté par cette injustice ?

# Retrouvailles avec le Guatemala

C'était en 1981, l'époque où l'armée appliquait sa stratégie de la terre brûlée. Cette année-là, les troupes guatémaltèques ont été lâchées dans la région bordant le fleuve Usumacinta. Des villages entiers accusés de soutenir les guérilleros ont

Propos recueillis par James Lattimer

été mis à sac, et les familles soupçonnées d'aider les rebelles ont été massacrées. Gregoria García Sushite a filé juste avant l'arrivée des soldats. Elle s'est enfuie à pied en compagnie d'autres femmes, dont certaines ont perdu leur bébé dans la bousculade et la panique. Les fugitives ont descendu le fleuve à bord d'un canoë jusqu'aux ruines de Yaxilan, au Mexique, où elles ont trouvé refuge.

Au début, raconte Gregoria, tout allait bien. L'armée guatémaltèque se contentait de camper sur l'autre rive du fleuve et de surveiller à la jumelle les allées et venues des réfugiés. Des distributions de produits alimentaires avaient été organisées, les exilés avaient un toit et on leur avait même donné un lopin de terre. "J'ai travaillé dans un dispensaire et comme domestique chez des particuliers, se souvient-elle. Notre situation s'améliorait, et nous avons commencé à créer des comités d'entraide."

Mais cette paix était trop précaire pour durer indéfiniment. Un matin de 1986, l'armée guatémaltèque a traversé le fleuve. Objectif : le camp des réfugiés. Un soldat a été tué dans les affrontements, et du coup les réfugiés ont dû se replier un peu plus à l'intérieur du Mexique pour se mettre à l'abri.

Gregoria se bat pour que, dans l'avenir, les femmes aient leur mot à dire au Guatemala.

Quand elle s'est installée au camp de Quetzal Edzna, Gregoria attendait son deuxième enfant. La vie s'organisait petit à petit. Le HCR apportait son aide. Des écoles commençaient à s'ouvrir. Mais hélas elle devait se rendre à l'évidence : même dans les camps de réfugiés, les femmes étaient traitées comme des êtres inférieurs. "J'aurais bien aimé enseigner, mais je ne pouvais pas parce que j'étais une femme. Parfois, je trouvais vraiment injuste d'être clouée à la maison", raconte-t-elle.

La jeune femme avait trop d'énergie et de pugnacité pour rester longtemps inactive. Très vite, elle multiplia les initiatives : organisation de cours d'alphabétisation pour les femmes, avec l'aide de l'Eglise catholique, ouverture d'une classe de tricot, participation à des ateliers de formation d'animateurs. Mais le passage destructeur de la tornade Al-



berto devait à nouveau changer le destin de Gregoria García Sushite. Elle dut s'installer au camp de Quintana Roo. Et c'est là, enfin, qu'elle est devenue institutrice. Puis, elle est entrée au Centre pour le développement en Amérique centrale, où elle a complété sa formation en développement communautaire.

Sa ténacité et sa formation lui ont été précieuses quand, après des années d'attente frustrante, le rapatriement a commencé pour de bon. "Progressivement, nous avons vu pourquoi il était si important que nous rentrions chez nous, et nous avons décidé de saisir notre chance", explique-t-elle. "Nous avons compris qu'en fait, nous nous battons tous pour avoir des terres. J'ai pris part aux négociations foncières de La Quetzal. Certes, le retour n'a pas été facile car les conditions étaient loin d'être idéales. Le pays était toujours en guerre. Mais nous avons quand même décidé d'aller de l'avant."

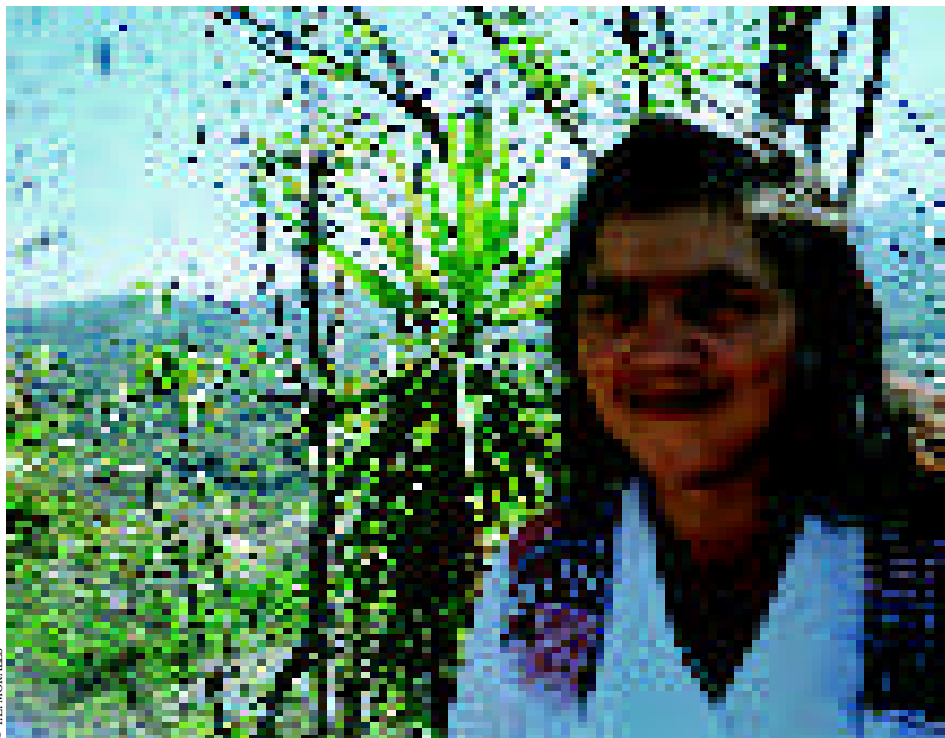
Son exil mouvementé et son combat personnel contre le sexisme ont convaincu Gregoria d'une chose : les femmes guatémaltèques méritent mieux que le sort qui leur est fait. "Nous devons encourager plus de femmes à rejoindre nos rangs, nous organiser, entreprendre de nouveaux projets, travailler avec d'autres associations pour faire avancer notre cause, martèle-t-elle. Je constate avec inquiétude que des femmes qui sacrifient tout leur temps à des projets sociaux ne sont pas payées. Nous faisons un travail juste, et nous ne sommes pas traitées équitablement. J'espère que la signature de l'accord de paix nous apportera à nous les femmes de nouvelles perspectives et une vie meilleure. Notre existence n'est pas facile, mais nous nous battons pour nos enfants, pour qu'ils puissent récolter les fruits de nos efforts."

# Retour triomphal en El Salvador

*Aujourd'hui, Rosa Elia Argueta n'est plus cette réfugiée qui, la peur au ventre, franchissait à pied et en pleine nuit la frontière du Honduras pour fuir les ravages de la guerre. De retour chez elle, en El Salvador, elle est candidate aux prochaines élections législatives pour le département de Morazán. Ses affiches électorales la montrent telle qu'elle est : souriante et dynamique. Même aux heures les plus sombres de l'exil, elle n'a jamais cessé d'espérer.*

Propos recueillis par Patricia E. Morales

“**J**e suis originaire de ce département, de Torola très exactement. En 1980, l'armée a passé la région au peigne fin, à la recherche de soit-disant ennemis de l'Etat. Des soldats sont même allés escalader les falaises pour voir si personne ne s'y cachait ! J'étais enceinte de six mois et je ne voulais pas prendre de risques. Je suis donc partie pour Colomoncagua, au Honduras, où ma grand-mère avait une maison. J'avais peur de partir avec un groupe, car je savais qu'on se faisait repérer à cause des enfants, qui finissaient toujours par crier ou pleurer. Quand on s'enfuit comme cela, on n'a qu'une idée



© PE. MORALES

en tête : survivre. Alors j'ai pris un guide. Nous avons marché toute la nuit à travers la forêt, jusqu'au mont Santo Domingo, au Honduras. De là, je me suis fait conduire chez ma grand-mère. Quand elle m'a vue, la pauvre femme a éclaté en sanglots, de joie et de tristesse, je ne sais pas. Les deux à la fois, sans doute.

“Je me suis donc installée au Honduras. Pendant plusieurs années, notre petite communauté de réfugiés a vécu sans aucune notion du temps et des jours. Le HCR s'est installé dans notre camp en 1982. Les gens de l'équipe étaient tous extrêmement humains et ils étaient prêts à risquer leur vie pour nous. Leur présence nous a beaucoup réconfortés et nous a remonté le moral. Enfin, nous n'étions plus des oubliés ! Nous avions l'impression de renaître.

“Mais quand ça n'allait pas, je le disais franchement. C'est ainsi qu'un jour, je me suis un peu accrochée avec un jeune homme du HCR qui, à en juger par son attitude, se croyait sans doute au Club Med. «Si vous comptez agir au nom des réfugiés, vous allez devoir vous remuer un peu plus que ça !» lui ai-je lancé. Mais nous avons beaucoup appris en travaillant avec le HCR, même si les discussions étaient parfois houleuses. Il

Rosa Elia a maintenant ses yeux tournés vers l'avenir.

y avait toujours de part et d'autre une recherche de consensus.”

Pour Rosa Elia Argueta, le temps des jours sans nom et sans dimanche est bien révolu. Maintenant, les journées passent toujours trop vite, entre les réunions, les lancements de projets, et les enfants et les adolescents tournés vers l'avenir.

“C'est mon grand projet. Je veux que les jeunes acquièrent un métier, qu'ils fassent des études, qu'ils apprennent à vivre ensemble et à devenir autonomes. J'ai aidé mes fils, et ils ont bénéficié d'un soutien formidable de toute la communauté. Il faut maintenant laisser la place aux jeunes. C'est à eux de préparer l'avenir.”

Un avenir que Rosa Elia ne pouvait même pas imaginer dans cette nuit obscure de 1981 où elle a fui son pays. Il refléurait aujourd'hui comme les *caraos* et les *maquillishuats*, ces magnifiques arbres des collines arides de Morazán, témoins silencieux de l'exil, du déracinement, du retour, de la solidarité et de l'espoir.

# La médaille Nansen 1997

La médaille Nansen est attribuée chaque année à un particulier ou à une agence pour services exceptionnels rendus à la cause des réfugiés. Le Comité Nansen reçoit dès à présent les propositions de candidatures pour la médaille Nansen 1997.

La médaille Nansen commémore le célèbre explorateur norvégien Fridtjof Nansen, un pionnier de l'aide humanitaire internationale qui devint en 1921 le premier Haut Commissaire pour les réfugiés de la Société des Nations.

C'est le docteur G.J. van Heuven Goedhart, premier Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui institua la médaille Nansen en 1954. Le Comité Nansen, présidé par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et comprenant des personnalités nommées par les gouvernements de la Norvège et de la Suisse, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe et le Conseil international des agences bénévoles, reçoit les candidatures et désigne le lauréat de l'année.

La première médaille Nansen fut attribuée en 1954 à une américaine, Madame Eleanor Roosevelt. Parmi tous ceux qui ont obtenu cette distinction, se trouvent la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ; le capitaine Lewis Hiller et l'équipage du navire marchand le "Rose City" ; Médecins Sans Frontières ; Madame Graça Machel ; et en 1996, Handicap International.

Au delà de leurs croyances, de leurs origines sociales, de leur âge ou de leur rôle dans la vie publique, tous les lauréats ont un point en commun : ils ont mobilisé leurs efforts, leur temps, leur cœur et leur esprit à la recherche de solutions aux problèmes des réfugiés.

Les propositions de nominations, y compris un curriculum du candidat ainsi que toute information sur ses activités professionnelles ou personnelles en faveur des réfugiés, devront être envoyées dans une enveloppe marquée "confidentiel" avant le 31 juillet au :

Secrétaire du Comité Nansen  
c/o HCR  
Case postale 2500  
1211 Genève 2 — Suisse



## CHERCHEZ L'ERREUR

Avez-vous remarqué que ces personnes souriantes ont toutes quelque chose dans les mains ? Un outil, un vélo, un sac, et même un bouquet de fleurs. Oui ? Et pourtant ! Ce jeune homme en maillot rayé, lui n'a rien. C'est un réfugié et tout ce qu'il possédait a été détruit ou lui a été pris, probablement sous la menace d'une arme. Maison, famille, biens, il a tout perdu.

Comme des millions de personnes, il vit maintenant quelque part dans un camp, sous la protection du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et au

fil des mois qui passent, il garde l'espoir de pouvoir rentrer un jour chez lui.

Nous pouvons le nourrir. Lui fournir un abri. Mais il faut aussi l'aider à faire face à l'angoisse de l'attente.

C'est là que la Fédération Internationale de Volleyball a offert son soutien.

Dans de nombreux camps, les réfugiés

vont recevoir tout l'équipement de volleyball nécessaire, des entraîneurs officiels leur apprendront à jouer. D'un apprentissage facile, le volleyball fournit un exutoire constructif au trop plein d'énergie et aux frustrations des jeunes, développe l'esprit d'équipe et d'entraide. Si bien que le jeune réfugié en maillot rayé aura acquis quelque chose d'encore plus précieux que des biens matériels – des coéquipiers, le goût de l'effort et, plus important que tout, une raison d'espérer. Peut-être même le verrez-vous jouer un jour.



Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés



FIVB

helps  
refugees



HCR